

**Comité pour l'Annulation
de la Dette du Tiers Monde ASBL**

**Comitee voor de Opheffing
van de Derde Wereld Schuld VZW**

Plan d'action 2005

**La garantie universelle des droits fondamentaux
au service du développement durable**

Troisième année du programme 2003-2007

Table des matières

Identification de l'ONG	p. 3
1. PARTIE GENERALE	p. 3
2. REPARTITION PAR TYPE D'ACTIVITES	
B. EDUCATION	
B.2.1. Partie générale	p. 10
B.2.3. Description des actions en cours	p. 11
B.2.3.a. "Appui et renforcement de la société civile belge et internationale"	p. 11
B.2.3.b. "Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable"	p. 17
B.2.3.c. "Sensibilisation des médias"	p. 22
B.2.3.d. "Interpellations politiques"	p. 24
B.2.6. Données financières globales (volet Education PA 2005)	p. 26
C. OFFRE DE SERVICE	
C.2.1. Partie générale	p. 27
C.2.3. Description des actions en cours	p. 28
C.2.3.a. "Appui méthodologique aux responsables et formateurs des mouvements sociaux belges et internationaux"	p. 28
C.2.3.b. "Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international)"	p. 34
C.2.3.c. "Études, recherches et publications"	p. 38
C.2.3.d. "Préparation des interpellations politiques"	p. 40
C.2.6. Données financières globales (volet Offre de service PA 2005)	p. 43
Chronogramme Etat de la situation du PA 2004	p. 44
Chronogramme du PA 2005	p. 45

Plan d'action 2005 du CADTM

Identification de l'ONG

Nom : CADTM/CODEWES ASBL/VZW

Siège social : 149, Montagne Ste-Walburge, 4000 Liège

Secrétariat : 345, avenue de l'Observatoire, 4000 Liège (nouvelle adresse depuis le 1^{er} décembre 2003)

Tel. : 04/226.62.85

E-Mail: cadtm@skynet.be

Site web : <http://www.cadtm.org>

Président : Eric Toussaint

Personnes de contact :

Denise Comanne (Tel. : 04/226.62.85 Email: denise.comanne@cadtm.org),

Eric Toussaint (Tel. : 04/253.24.86 ou 0486 74 47 52 Email : cadtm@skynet.be).

Comptes bancaires : Education 001 - 3178399-76 ; Offre de Services : 001-3178395-72

Date de l'agrément : nouvel agrément le 28 novembre 1997.

Intitulé du programme 2003-2007 : “ *La garantie universelle des droits fondamentaux au service du développement durable* ”.

1. PARTIE GENERALE

1.1. Modifications des données administratives de l'ONG

Hormis le déménagement du secrétariat du CADTM à Liège, aucune modification administrative importante n'est apportée.

1.2. Modifications relatives au personnel et aux structures de l'ONG

Comme prévu dans le plan stratégique 2003-2007 et le PA 2003, le CADTM a engagé un spécialiste en droit pour le travail sur le droit international dans le cadre du volet éducation. Hugo Ruiz Diaz, devenu permanent à plein temps le 1^{er} juin 2003 pour une durée de sept mois ; a été prolongé en 2004.

Denise Comanne a pris la responsabilité de l'Offre de Service à temps plein.

Parmi nos anciens collaborateurs, Arnaud Zacharie, devenu permanent au CNCD, directeur du service d'étude, collabore au travail de recherche et de plaidoyer du CADTM et favorise la collaboration entre le CNCD et le CADTM. Et Wendy Verheyden, engagée à Oxfam, responsable de la mobilisation pour la partie néerlandophone du pays, maintient des contacts avec nous. De ce fait, la présence de ces deux personnes dans les équipes permanentes du CNCD et d'Oxfam renforce la collaboration stratégique entre le CADTM, le CNCD et Oxfam Solidarité.

Eric Toussaint a repris la responsabilité du département Education au Développement (il reste responsable des Relations Internationales et du Réseau Scientifique).

Dans le cadre du PA 2003, deux nouveaux permanents avaient été engagés à temps plein le 1^{er} septembre 2003. Ils ont été prolongés dans le cadre du PA 2004. Yannick Bovy, licencié en communication, a pris la responsabilité des publications et Frédéric Lévêque, licencié en Sciences Politiques, est responsable de la communication internet. Dans le cadre du PA 2004, au quatrième trimestre 2004, nous comptons engager à temps plein Virginie de Romanet afin de renforcer le travail de recherche, de plaidoyer et la qualité des publications (mise en page). Si la période d'essai s'avère concluante, son engagement sera prolongé en 2005.

Le CADTM a continué le renforcement de son réseau international (incluant son réseau scientifique qui s'est étoffé au cours du premier semestre 2004 et dont une réunion a eu lieu en janvier 2004 à Mumbai - voir plus loin la composition du réseau scientifique international du CADTM dans l'action C.2.3.a. de la partie Offre de Service) et la clarification des structures de son réseau.

En Belgique, des réunions régulières du GNC (groupe national de coordination) ont permis de renforcer la structure belge du CADTM et de participer aux coordinations nationales (comme l'organisation du Forum social de Belgique). Les groupes locaux de Bruxelles et de Liège se réunissent régulièrement (deux fois par trimestre).

Le groupe de Gand est supprimé faute de forces suffisantes.

Par contre, le groupe Droit a intensifié son fonctionnement : il se subdivise en sous-groupes spécialisés en différentes matières sous la supervision d'Hugo Ruiz Diaz.

Vu l'ampleur de ce développement, nous estimons nécessaire d'expliquer ici le fonctionnement du groupe.

Le Groupe dette et droit, mis en place par le CADTM en 2002, a pour mission générale de dégager les relations qui existent entre le droit international et la dette extérieure des pays du Sud afin de déterminer les procédures juridiques qui peuvent être mises en œuvre pour annuler la dette

Dans ce contexte, le groupe a entamé des recherches concernant notamment les moyens juridiques par lesquels les Etats du Sud peuvent déclarer un moratoire, la suspension *sine die* ou indéfinie ainsi que l'annulation de la dette externe. En ce sens, la question de la Dette odieuse, son actualisation et application aux relations internationales économiques et commerciales contemporaines et son adaptation au cadre juridique international, constitue le thème privilégié.

Le groupe produit des analyses sur l'audit de la dette et sur les propositions d'arbitrage international.

Le Groupe droit a également entamé des recherches approfondies en droit international dans le domaine de la responsabilité internationale. A cette fin, des études juridiques et des propositions concrètes pour entamer des procédures judiciaires contre les responsables tant en matière civile que pénale fondées sur l'étude de nombreux cas particuliers, parmi d'autres, la dette de la République Démocratique du Congo, la dette de l'Argentine par le biais de la Sentence Olmos du 2001, la dette d'Haïti, la dette du Rwanda, la dette du Mali, la dette du Pérou et leurs conclusions. D'autres domaines qui ont un rapport direct avec les politiques imposées par les IFI et leurs conséquences font également l'objet d'une attention particulière du Groupe. Parmi ceux-ci, le Droit au développement à travers une étude approfondie dans le contexte du Nouvel Ordre économique international afin d'arriver à des nouvelles pistes d'actions et alternatives. La dette écologique occupe également une place importante dans les recherches. Le Groupe Droit a été chargé de l'organisation et de la présentation des résultats des études au Troisième séminaire Droit et Dette réalisée à Amsterdam en 2003 et le Séminaire sur Dette et droit au Développement qui se déroulera en Octobre 2004 à Amsterdam. La préparation de publications concernant les thèmes étudiés est également en cours pour l'année 2004.

Organisation interne

Les réunions du Groupe ont lieu tous les deux mois et, suivant les besoins, des réunions extraordinaires ponctuelles sont convoquées.

Chaque sous-groupe détermine son agenda de réunions.

Groupes de travail

Le Groupe Droit est divisé en plusieurs sous- groupes.

Groupe Dette Odieuse: Claude Quémar, Sébastien Dibling, Virginie de Romanet, Michael Schmitt

Groupe Droit au Développement: Guillermo Dupont, Carole Kalenga, Hugo Ruiz Diaz

Groupe Dette écologique: Michael Schmitt et Hugo Ruiz Diaz

Groupe d'étude et analyse de cas par pays (RDC, Haïti, Argentine, Indonésie, Mali... : Michael Schmitt, Amadou Diarra, Christine Vanderdaelen

Coordinatrice: Virginie de Romanet. Téléph. (0032) (0)2 7717122.

Les articles et études du Groupe se trouvent sur www.cadtm.org

Tableau récapitulatif du personnel permanent du CADTM

Nom	Domaine d'activité	Statut et durée du temps de travail	Fonction Dans l'ONG
Denise Comanne, Licenciée en Histoire (Université de Liège)	Offre de Service (Responsable de) ; Mobilisation (responsable de) ; Plaidoyer	Mise à disposition du CADTM par la Ville de Liège. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire annuel à la Ville (12 mois). <i>8 3/4 mois ETP pour PA 2005</i>	Membre du CA, du GNC
Eric Toussaint, Historien et politologue, conseiller scientifique du Département Sciences Politiques des Universités de Liège et de Paris 8 Chargé de cours à la CTB	Education au développement (Responsable de); Publications ; Relations Internationales (Responsable des); Plaidoyer et Recherche ; Réseau Scientifique (Responsable du);.	Professeur nommé, permanent syndical mis à temps complet à disposition du CADTM par la CGSP Enseignement. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire à la CGSP (12 mois). <i>12 mois ETP pour PA 2005</i>	Président, membre du CA, du GNC
Hugo Ruiz Diaz Balbuena, docteur en Droit international (UCL)	Education au développement ; Plaidoyer et recherche dans le domaine du Droit (Responsable de);	<i>7 mois ETP pour PA 2005</i>	Membre du GNC
Frédéric Lévêque, licence en Sciences Politiques (ULB)	Education au développement ; Publication ; Communication Internet (Responsable de la); Mobilisation ; Relations internationales et renforcement du Réseau	<i>10 mois ETP pour PA 2005</i>	Membre du GNC
Yannick Bovy, licence en Journalisme et Communication (ULB)	Education au développement ; Publication (Responsable de); Communication	<i>11 mois ETP pour PA 2005</i>	Membre du GNC
Olivier Bonfond, licence en sciences économiques (ULG), agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	Département recherche (dans le domaine économique), Conférencier spécialisé pour les enseignements secondaire et supérieur	Collaborateur extérieur bénévole Nous envisagerons la possibilité de l'engager si les finances le permettent.	Membre GNC

Virginie de Romanet, licence spéciale en espagnol, Maîtrise en langues étrangères appliquées, DES en sciences et technologies de l'information (ULB)	Plaidoyer et recherche dans le domaine du Droit (Responsable adjoint); Communication (mise en page)	2 mois ETP pour PA 2005	Membre du GNC
Sekou Diarra Ingénieur vétérinaire Officer Field de Christian Aid au Mali En formation à la FOPES à l'UCL (Licence en Sciences Politiques) de septembre 2003 à juillet 2005	Education au développement : formations ; Offre de service : plaidoyer	Collaborateur extérieur Bénévole	Partenaire du Sud, invité permanent au GNC, membre du réseau scientifique du CADTM

Responsabilités et modifications de l'organigramme

Département Offre de service : Denise Comanne (resp.)

Département Education au développement : Eric Toussaint (resp.) et Olivier Bonfond (resp. adjoint)

Département Droit international : Hugo Ruiz Diaz (resp.) et Virginie de Romanet (resp. adjointe)

Département Mobilisation : Denise Comanne (resp.)

Département Relations internationales : Eric Toussaint (resp.) et Frédéric Lévêque (resp. adjoint)

Département Publications et Communication : Yannick Bovy (resp.)

Département Gestion financière : Christian Teheux et Eric Toussaint

Département Communication Internet et audiovisuelle : Frédéric Lévêque (resp.)

Département Recherche (Service d'étude): Virginie de Romanet, Olivier Bonfond et Hugo Ruiz Diaz

Département Evaluation : Yannick Bovy et Frédéric Lévêque ont la responsabilité en 2005 d'un bilan intermédiaire de l'impact du CADTM au niveau de la presse (écrite et audio visuelle) et d'Internet.

Réseau scientifique : Eric Toussaint (resp.)

Département Traduction : prévoir un groupe du CADTM chargé de faciliter les traductions : Virginie de Romanet (resp.)

Département Concertation internationale du Réseau (un groupe du réseau international du CADTM sera formalisé en 2005 pour assurer que des discussions importantes aient lieu régulièrement entre des personnes physiques mandatées à cet effet par leur région) : Eric Toussaint (resp.), Sékou Diarra (resp. adjoint).

Depuis le début de son existence, les actions du CADTM sont renforcées par un travail très important fourni par des bénévoles. L'équipe des permanents se structure mais cet apport bénévole continue à assurer un socle solide pour notre intervention. Il est utile de signaler que cet apport est en augmentation régulière.

Genero Olela (Bxl), Stéphane Desgain (Bxl), Paola Peebles (Bxl), Gabrielle Vogt (Bxl), Bénédicte Grignard (Bxl), Jean Peeters (Bxl), Ramon Aguirre (Bxl), Christine Van den Daelen (Bxl), Marie Caraj (Bxl), Pierre Van Dooren (Bxl), Sébastien Dibling (Bxl), Virginie de Romanet (Bxl), Juliane Demoorloze (Bxl), Philippe Tombal (Liège), Christian Teheux (Liège), MariePaule Cartuyvels (Liège), Brigitte Ponet (Liège), Georges Dragozis (Liège), Juliette Charlier (Liège), Cécile Charlier (Liège), Madeleine Ploumhans (Liège), Simone Verheyen (Liège), Patrice Collard (Liège), Ismaël Daoud (Namur), Alice Minette (Liège), Michaël Schmidt (Bxl), Nicolas Angulo Sanchez (Bxl), Anaïs Tamen (Bxl), Carole Kalenga (Bxl), Olivier Bonfond (Liège), Jos Geudens (Anvers), Damien Millet (France), Raymonde Lagune (France), Sarah Valin (France), Jocelyne Ducrocq (France), Martine

Toulotte (France), Mike et Yvette Krolkowski (France), Jacques Delmas (France), Corine Woliner (France), Guillermo Sintés Diaz (France), Eric Berr (Bordeaux), Denise Milbergue (France), Claude Quémar (France), Sylvie Bourinet (France), Vicki Briault (France), Bernard Teissier (France), François Mauger (France), Nicolas Maystre (Suisse), Julie Duchatel (Suisse), Carmen Gazi (Suisse)... sont autant de personnes qui offrent au CADTM leur disponibilité et leurs compétences spécifiques (rédaction de document, plaidoyer, conférences, traduction, animation, coordination, envoi des publications, tenue de stands, relecture de documents, aide informatique, infrastructure d'aide aux invités étrangers, etc.).

Il faut également mentionner l'apport des membres du réseau scientifique international du CADTM.

1.3. Compte-rendu succinct des évolutions du programme quinquennal

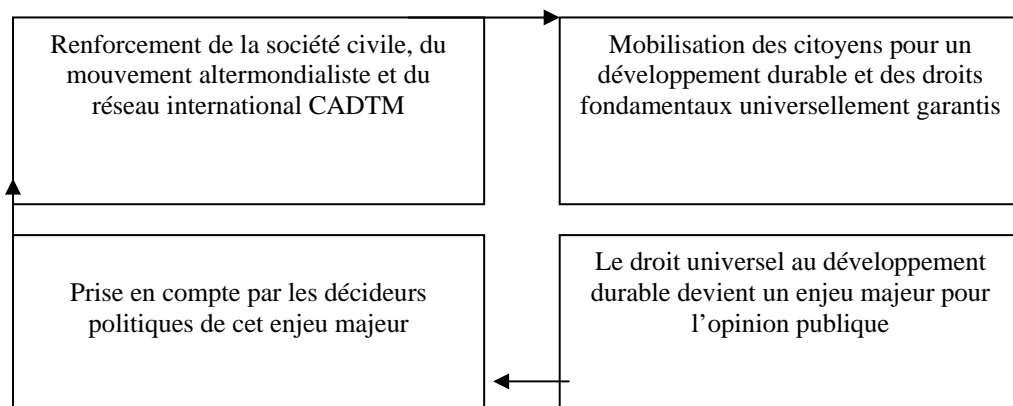
Le CADTM a introduit un nouveau programme stratégique pour la période 2003-2007 ("La garantie universelle des droits fondamentaux au service du développement durable").

Le plan d'action 2005 représente donc la troisième année de l'application de la stratégie générale définie par le programme stratégique, qui vise à enclencher un cercle vertueux menant au renforcement de la société civile, à sa mobilisation autour du thème spécifique du financement du développement durable et de la garantie universelle des droits fondamentaux, à la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et à la prise en compte de cet enjeu par les décideurs politiques.

Le PA 2004 est en cours de réalisation comme prévu et aucune modification importante n'est donc apportée à l'évolution du programme stratégique.

Suite aux remarques formulées par le binôme et confirmées par la cellule harmonisation, le CADTM précise dans ce plan d'action ses outils d'évaluation (voir point 1.4.) et formule les synergies mises en place au niveau de chaque action et chaque activité.

Rappel du cercle vertueux visé par la stratégie générale du CADTM



1.4. Etat de la situation et perspectives relatives aux évaluations

Le CADTM avait confié à l'AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs) l'évaluation de son programme quinquennal 1998-2002. C'est sur base de ce travail, et en collaboration avec les évaluateurs, qu'a été construit le cadre d'évaluation du programme 2003-2007. Celui-ci prévoit :

1) L'organisation, chaque année, d'un **séminaire d'évaluation** (CADTM, partenaires belges et internationaux) afin d'apprécier la réalisation des objectifs généraux et spécifiques de l'association dans le cadre du cercle vertueux ci-dessus (évolution qualitative des thèmes portés par le CADTM, pertinence des thèmes spécifiques et des publics-cibles, renforcement de la société civile et des mouvements, renforcement et stratégie du réseau CADTM, sensibilisation et mobilisation de l'opinion publique, prise en compte des propositions du CADTM par les décideurs, etc.).

Une réunion internationale d'évaluation du travail international du CADTM s'est tenue à Mumbai, les 22 et 23 janvier 2004 avec les délégués du CADTM international (Belgique, France, Suisse, Espagne,

Sénégal, Mali, Niger, RDC, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Inde, Canada). Les participants ont également exposé la situation de leur travail et planté le cadre des événements clé de leur intervention en 2004. Une première journée d'évaluation s'est tenue le 28 mars 2004 à Liège en présence des délégués du Mali, du Niger, du Congo Brazzaville, de Belgique et de France. Une réunion nationale de mi-parcours se tiendra en juillet 2004 (hors calendrier événementiel). Le séminaire d'évaluation en tant que tel aura lieu le 12 octobre 2004 (report de la date de mai initialement proposée vu le report de l'activité du CADTM à octobre), s'insérant dans un programme d'activité où nos partenaires (du Sud et du Nord) sont intégrés.

Après cette initiative et le 3^e FSE, nous inviterons les bailleurs de fonds et l'ensemble des partenaires pour une rencontre de restitution.

2) La mise en place d'un " **tableau de bord** " pour le renseignement régulier d'indicateurs permettant une approche quantitative et qualitative de l'impact des activités du CADTM. Des tableaux permettront de suivre clairement, d'année en année, les évolutions par les indicateurs sélectionnés. Nous privilégierons quatre éléments à évaluer ayant chacun un rapport direct avec une phase du cercle vertueux :

- le nombre de conférences et de formations réalisées dans le cadre d'un partenariat (indicateur de renforcement des mouvements)
- le nombre de participants aux conférences publiques (mobilisation des citoyens)
- le nombre de références au CADTM, à ses activités et à ses analyses dans la presse (nos thèmes deviennent un enjeu pour l'opinion publique)
- le bilan des rencontres avec les décideurs politiques : thèmes abordés par les décideurs, évolution du discours, évolution des positions (prise en compte par les décideurs)

3) La réalisation d'une étude, à mi-parcours (2005), sur l'écho de l'activité du CADTM dans la presse écrite et audiovisuelle et sur Internet (diffusion, message, reprise des propositions, etc.). Cette étude sera réalisée par un chercheur en communication sur la base d'une revue de presse systématique (presse écrite, radio, télévision). Elle figure donc dans ce plan d'action et est sous la responsabilité des responsables communication Yannick Bovy et Frédéric Lévêque.

4) En fin de programme quinquennal, réalisation d'une évaluation complète du programme avec rapport commandé à une structure externe.

Le GNC s'est également réuni au premier semestre 2004 pour dresser les bilans intermédiaires en éducation au développement (une réunion) et en offre de service (une réunion). C'est sur cette base que le plan d'action 2005 a été rédigé.

En 2003, le CADTM, comme prévu dans le PA 2003, a confié à l'AITEC une évaluation du démarrage du Programme 2003-2007 notamment en ce qui concerne la mesure de l'impact et le renforcement des synergies avec les partenaires. La restitution de cette évaluation qui devait avoir lieu au cours du mois de septembre 2003 n'a pu se réaliser vu l'indisponibilité des évaluateurs. Nous prévoyons donc de convoquer une réunion de ce type en octobre 2004.

Les évaluations prévues se font dans le cadre de l'article 30 de l'AR.

1.5. Données financières

1.5.1. Aperçu financier global du plan d'action 2005

Types d'activités	Année N-1	Année N 2004	Année 2005	
			programme	Demandé
Financement du partenaire				
Education		153.750,00	143.000	165.200,00
Offre de services		45.850,00	50.000	44.204,00
Envoi				
Sous-total		199.600,00	193.000	209.404,00
Frais administratifs				
Évaluation		1.854,21		1.945,28
Frais adm. Stricto sensu		16.687,87		17.507,55
Sous-total		18.542,08		19.452,83
T O T A L		218.142,08	193.000	228.856,83
Apport CADTM		54.535,52	48.250	57.214,21
Subside DGCD		163.606,56	144.750	171.642,62

Comme indiqué dans le programme 2003-2007, à partir du PA 2005, il n'y aura plus d'utilisation d'une subvention de la DG Développement de la Commission européenne dans l'apport propre du CADTM car l'action « Abolir la dette pour libérer le développement » se termine le 31 août 2004.

1.5.2. Budget total de l'ONG prévu pour l'année 2005

Le budget total au niveau des charges s'établira à **environ 320.000** euros destinés entièrement à l'éducation au développement et à l'offre de service. Le CADTM ne réalise pas de dépenses spécifiques pour la collecte de fonds. Au niveau des ressources, outre la subvention de **171.800,00 euros** demandée à la DGCD dans le cadre du PA 2005, nous prévoyons de recevoir 3.000 euros de la DRI-CGRI, 5.000 euros de la Communauté française de Belgique (secteur de l'Education permanente) et de réunir environ 140.000 euros de fonds propres (ce qui demandera au CADTM un gros effort car cela représente un doublement des ressources propres par rapport à 2003).

2. REPARTITION PAR TYPE D'ACTIVITES

B- Education

B.2.1. Partie générale

B.2.1.a. Aperçu des actions existantes

Nous maintenons la ligne du programme stratégique où quatre types d'actions s'inscrivent dans une stratégie globale d'éducation menée à l'égard de publics-cibles spécifiques durant les cinq années du programme (voir cercle vertueux ci-dessus). Les actions du PA 2005 s'inscrivent donc logiquement dans la continuité de la mise en œuvre du cercle vertueux recherché par le programme stratégique.

Rappel de l'aperçu synthétique des actions du CADTM (2003-2007)		
Type d'activités Et objectifs spécifiques	Activités menées à l'intérieur du type d'activités	Publics-cibles
Appui et renforcement de la société civile belge et internationale	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux réseaux citoyens nationaux et internationaux - Renforcement du réseau belge et international du CADTM - Organisation de séminaires internationaux - Création d'un Observatoire international de la dette et des CSLP 	<ul style="list-style-type: none"> - Secteur ONG - Mouvements sociaux - Campagnes internationales - Forums sociaux - Réseau CADTM
Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable et des alternatives de droit au développement	<ul style="list-style-type: none"> - Conférences grand public - Formation dans les universités et le supérieur - Stages et formations résidentiels - Site Web didactique - Revue et publications 	<ul style="list-style-type: none"> - Membres du CADTM - Membres des organisations partenaires - Etudiants de l'université et du supérieur
Sensibilisation des médias	<ul style="list-style-type: none"> - Articles de presse, interviews et participation aux émissions audio-visuelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Médias dont l'audimat est majoritairement sensibilisé au problème des relations Nord-Sud
Interpellations politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Interpellation des décideurs politiques belges et européens et des représentants des organisations internationales 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement belge - Représentant belge au FMI et à la Banque mondiale (idem France) - Parlementaires belges et européens

B.2.1.b. Aperçu des nouvelles actions

Durant tout le programme, les actions du CADTM s'inscrivent dans la durabilité du cercle vertueux décrit plus haut. Les nouvelles actions ne sont envisagées qu'en cas de changement(s) à apporter à la planification initiale suite à un impondérable extérieur à la volonté du CADTM. Pour le PA 2005, aucune modification notable n'est à apporter.

B.2.3. Description des actions en cours

B.2.3.a. Action “ Appui et renforcement de la société civile belge et internationale ”

2.3.a.1. Objectif de l'action

L'objectif de cette action consiste à garantir la prise en compte par le mouvement altermondialiste des enjeux spécifiques du financement du développement durable. Il s'agit de renforcer les capacités des acteurs sociaux du Sud, et, plus particulièrement, celles du réseau spécifique du CADTM. Cette action, qui se déroulera comme prévu tout au long du programme, a pour but de réaliser la première étape du cercle vertueux recherché.

L'action vise la prise en compte par la société civile internationale, et plus spécifiquement par les participants aux Forums sociaux, des enjeux du développement durable pour créer un rapport de force politique susceptible de permettre une évolution concrète dans cette direction.

2.3.a.2. Evolution par rapport à l'année 2003

Le CADTM envisage pour cette action de continuer à concentrer son énergie sur les mouvements sociaux, le secteur ONG et les campagnes internationales participant à la dynamique du Forum social mondial, du Forum social européen (et des autres continents) et du Forum social de Belgique. L'autre priorité est le renforcement par le CADTM-Belgique de son propre réseau belge et celui du réseau international.

2.3.a.3. Informations sur l'évolution de l'action

La position centrale du CADTM dans la dynamique des Forums sociaux est plus que jamais d'actualité. Elle lui permet d'optimiser l'efficacité de son action en privilégiant le renforcement d'une société civile belge, européenne et internationale dont la volonté de coopération pluraliste et de satisfaction des droits fondamentaux est acquise.

Le CADTM-Belgique et son groupe national de coordination (GNC) continuent en outre de se focaliser sur le renforcement et le développement du réseau CADTM, afin d'augmenter sa capacité à apporter, dans un maximum de Forums sociaux continentaux et nationaux, des outils d'analyse et de sensibilisation sur les questions spécifiques du financement du développement durable et de la réalisation du droit international.

Le développement du CADTM en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin) et en Afrique centrale (les deux Congo) se poursuit : séminaires sur la dette et les CSLP au Mali (mars et décembre 2003), formation des cadres du FNDP en Côte d'Ivoire (février 2004), atelier sur la dette odieuse de la RDC (avril 2004), formation de journalistes, d'étudiants universitaires et de parlementaires au Mali (avril 2004), soutien au Forum des Peuples de Kita (Mali, juin 2004). Ces activités ont un impact sur la société civile africaine par les échos médiatiques et par les restitutions réalisées par les cadres d'organisation auprès de leurs membres respectifs.

Le partenariat en Asie s'est précisé au moment du FSM de Mumbai : Vikas Adhyayan Kendra (VAK)¹ a publié deux livres du CADTM en anglais pour les mettre à disposition du public indien et anglophone durant le Forum (*The Debt Scam*, traduction de « 50 questions / 50 réponses » et *Globalisation*, qui reprend plusieurs chapitres de « La finance contre les peuples »). Il a également imprimé un *folder* avec une présentation en hindi du CADTM à cette occasion. Pour les manifestations de rue, il a fait réaliser deux banderoles en hindi reprenant les revendications d'annulation de la dette et le sigle du CADTM. Le bureau de VAK a été le « quartier général » des contacts et réunions du réseau international CADTM et son directeur, Ajit Muricken, a participé à ces réunions de préparation et d'évaluation. Il sera la plaque tournante du CADTM pour la région (cela dépasse l'Inde car le réseau de VAK s'étend à l'ensemble de l'Asie du Sud : Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Boutan – à l'exception de l'Afghanistan-). Toutes les demandes de contact vers le CADTM recueillies au stand du Forum (stand commun de VAK et du CADTM) lui ont été communiquées afin d'assurer le suivi. Par le biais de VAK, le CADTM a pris langue avec plusieurs ONG très actives sur le terrain pour la garantie des droits fondamentaux de l'être humain, notamment la problématique de la santé publique et de l'accès à l'eau potable, la lutte contre l'esclavage des enfants, la lutte pour le logement des intouchables. Ajit Muricken sera présent à la journée internationale du CADTM du 9 octobre 2004 et participera à l'évaluation du fonctionnement du réseau international.

Ce partenariat s'ajoute à la collaboration étroite du CADTM avec une organisation initiatrice de convergence dans cet endroit du monde : Focus on the Global South basé à Bangkok - Focus est un réseau qui couvre toute l'Asie.

Le partenariat se précise et se renforce également avec la Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) basée en Haïti - la PAPDA joue un rôle régional dans toute la Caraïbe. Le CADTM est intervenu lors de la 3^e Assemblée des peuples de la Caraïbe qui s'est tenue en août 2003 ainsi qu'à la Martinique fin mars-début avril 2004. Camille Chalmers, son directeur, sera présent à la journée internationale du 9 octobre 2004.

Ces derniers développements ne modifieront pas le caractère prioritaire de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale dans le travail du CADTM. L'extension vers l'Amérique latine et vers l'Asie renvoie d'ailleurs à une préoccupation des membres africains du réseau de renforcer les liens Sud/Sud. Elle ne déforce pas leur travail ; au contraire, elle le renforce sur la base d'une synergie et d'une solidarité tricontinentale. Il s'agit cependant d'éviter la dispersion et la surcharge en évitant de créer de nouvelles structures CADTM en Amérique latine et en Asie. L'objectif est d'intégrer des organisations existantes dans le réseau CADTM.

Pour l'Amérique latine et la Caraïbe, le travail permanent avec différents acteurs très importants au Brésil, en Colombie, en Argentine, en Equateur, au Mexique se renforce. Nous mentionnons également plus loin les partenaires à Cuba, au Nicaragua et au Venezuela.

Brésil : collaboration avec le Forum social Brésilien et le comité organisateur brésilien du FSM ; travail conjoint avec la campagne Jubilé Sud Brésil (intervention conjointe dans plusieurs ateliers et conférences du FSM de Mumbai en janvier 2004 ; collaboration permanente avec Maria Lucia Fatorelli, dirigeante de la Campagne Jubilé Sud Brésil, depuis le 3^e FSM); collaboration avec le Mouvement des Sans Terre, les syndicats CUT et UNAFISCO.

Colombie : collaboration étroite avec le Syndicat national des Employés de Banque (UNEB) de Colombie (qui a adhéré officiellement au réseau international du CADTM lors du G8 alternatif de 2003).

¹ La collaboration entre VAK et le CADTM remonte à 1998 quand VAK avait invité un délégué du CADTM à une réunion de mise en réseau à Mumbai. L'année suivante, le CADTM a invité VAK à sa rencontre internationale biennale à Bruxelles en mars. VAK a édité cette année-là une version anglaise du livre *La Bourse ou la Vie* édité par le CADTM en Belgique en 1998. Dans le livre *Le Bateau Ivre de la mondialisation* édité par le CADTM en 2001 figure une ample contribution écrite du directeur de VAK, Ajit Muricken, qui y décrit les effets de la globalisation en Inde ainsi que la situation des mouvements sociaux. Ajit Muricken a participé en décembre 2003 au 3^e séminaire sur le Droit international organisé par le CADTM à Amsterdam.

Argentine : collaboration permanente avec le Forum social argentin, avec CLACSO (Centre latino-américain de Sciences sociales qui a édité *La Bourse ou la Vie* en 2003), avec le mouvement populaire Barrios de Pie (qui a édité *Sortir de l'impasse de la dette* en 2004), avec ATTAC Argentine, avec le groupe d'économistes EDI, avec les Mères de la Place de Mai.

Equateur : CONAIE, ATTAC, Jubilé Equateur.

Mexique : CIDH (Morelos), Revue Desde los Cuatro Puntos ; le centre interdisciplinaire de sciences humaines de l'université nationale autonome métropolitaine (UNAM) et d'autres centres similaires de l'UAM et de l'université de Mexico DF.

Cuba : Centre Inter-religieux Martin Luther King, Association nationale des Economistes et Comptables de Cuba (ANEC) ; le livre « La Bolsa o la vida » (édition cubaine de Ciencias Sociales) est paru début 2004 et a été présenté à la Foire du Livre de La Havane en février 2004 en présence de l'auteur.

Nicaragua : Coordination Civile, Centre d'Etudes Internationales, Jubilé 2000 Nicaragua ;

Venezuela : Le Réseau vénézuélien pour l'Abolition de la Dette extérieure est maintenant membre du réseau international du CADTM.

Le CADTM a été invité à plusieurs reprises en 2003 et 2004 en Amérique latine, ce qui a renforcé les liens avec ces organisations partenaires et membres. Les débats autour des rencontres des présidents Lula (Brésil), Chavez (Venezuela) et Kirchner (Argentine), autour de l'attitude de ce dernier vis-à-vis du FMI, ont créé une situation d'attention très forte sur la question de l'annulation de la dette. L'atelier sur la dette au Forum social des Amériques en juillet 2004 permettra de faire le point sur la situation de la dette, sur l'attitude des mouvements sociaux et sur le renforcement de notre réseau dans cette partie du monde.

2.3.a.4. Etat de la situation du plan d'action pour l'année 2004

Toutes les activités prévues par le PA 2004 sont actuellement en cours de réalisation :

- Renforcement du réseau CADTM via l'organisation de réunions régulières et mise en œuvre d'un organigramme clair incluant l'apport du CADTM-Belgique au réseau international CADTM (voir point précédent 2.3.a.3.) : première réunion du réseau réalisée en janvier 2004 à Mumbai (CADTM Belgique, CADTM France, CADTM Suisse, FNDP Côte d'Ivoire, CADTM USA, CADTM Canada, CAD/Mali, CADTM RDC, CADTM Congo Brazzaville, RNDD Niger, CADTM Sénégal, RCADE et Observatorio de la Deuda, Espagne), 2^{ème} réunion du réseau en mars 2004 à Liège (CADTM Belgique, CADTM France, CAD/Mali et CADTM Congo Brazzaville), 3^{ème} réunion du réseau prévue lors du Forum Social des Amériques (juillet 2004, Quito) et 4^{ème} réunion prévue les 10 et 11 octobre 2004 à Liège
- Organisation de réunions régulières de suivi du GNC du CADTM-Belgique (une réunion par mois); réunions régulières du groupe droit, du groupe BXL et du groupe Liège.
- Troisième et dernière tranche de la campagne " Abolir la dette pour libérer le développement " dans tous ses aspects en partenariat avec le CNCD, (Centre National de Coopération au Développement), le CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement), l'ASTM (Association Solidarité Tiers Monde) et les partenaires du Sud : sont en cours de préparation la coorganisation du festival de musique du monde *Esperanzah!* sur le thème de l'annulation de la dette du tiers-monde qui se déroulera les 30, 31 juillet et 1^{er} août 2004 à l'abbaye de Floreffe, le dépôt des pétitions (Belgique et UE) et l'interpellation politique FMI/Banque mondiale.
- Tournée de membres du CADTM Venezuela (Gonzalo Gomez et Luis Bonilla) fin septembre ou début octobre. Cette activité n'était pas prévue au PA 2004 : elle a surgi de l'importance des débats, de la vie sociale intense au Venezuela et de la demande du public en Belgique. Leur intervention à la journée internationale du 9 octobre à Liège sera ainsi complétée par des conférences.
- Cette journée internationale du 9 octobre dont le thème est l'architecture financière internationale jouera un rôle plus important que prévu dans le cadre du PA 2004 dans la mesure où les synergies qui se sont mises en place avec une vingtaine d'autres associations assureront un succès significatif à cette activité. Titre de cette journée : « Banque mondiale et FMI. 60 ans : l'âge de la retraite ».
- Participation à la réalisation d'une plate-forme des mouvements sociaux incluant la problématique de la dette et du développement durable en marge du troisième Forum social mondial (réalisé en janvier

2004 à Mumbai) ; le Forum social méditerranéen est reporté en 2005 ; participation prévue au FSE à Londres en octobre 2004 ; participation réalisée à la réunion du Conseil international au lac Trasimène (Italie) en avril 2004.

- Séminaire de droit international : Amsterdam en octobre 2004
- Brochure de présentation du CADTM en 3 langues (version définitive en français pour septembre 2004 ; version provisoire anglaise pour le FSE à Londres)
- Réunion préparatoire de l'Observatoire de la dette prévue en septembre 2004 à Barcelone ;
- Le programme d'Observatoire du Club de Paris est reporté sine die car il était conditionné par l'obtention d'un appui de la CE de l'UE. Le projet était introduit par notre partenaire en Allemagne (Jubilé Allemagne) et il n'a pas été accepté par la CE.

2.3.a.5. Perspectives pour l'année 2005

Les moments forts de cette action, les Forums sociaux, à l'occasion desquels seront organisées des réunions de renforcement du réseau international du CADTM. Suite à la réunion du Conseil international du FSM (en avril 2004 en Italie), le Forum Social Mondial a modifié sa méthodologie de façon très intéressante : tout le processus d'inscription est réalisé en vue « d'agglutiner » les thèmes identiques afin de privilégier les synergies et la mise en œuvre de campagnes (actions) communes. Les campagnes pour l'annulation de la dette en ressortiront donc renforcées et avec un calendrier continental et/ou national d'activités. Le CADTM a pris les devants depuis juin 2004 par des rencontres allant dans ce sens (Cape Town et Quito).

Participation au Conseil international – CI : consolider la participation du CADTM comme réseau international. Participation aux activités en Belgique qui entoureront ce FSM (répercussion au niveau local et national) : dans la ligne de la nouvelle méthodologie du processus du FSM, ceci devient une activité importante. Il s'agit de restituer le contenu du FSM en termes de regroupement des campagnes, d'enracinement local et de mise en œuvre d'actions communes décidées à Porto Alegre (février et mars 2005). Nous pourrions travailler cette activité avec un invité étranger.

Participation au Forum Social Méditerranéen à Barcelone en juin 2005. Les membres du réseau international (pays du Maghreb, France, Espagne) interviennent depuis le début de sa préparation pour assurer la visibilité du thème de la dette.

Forum Social Européen – FSE - en 2005 ? Normalement, on s'oriente vers une fréquence du FSE tous les deux ans. Le prochain se passe à Londres en octobre 2004. Donc en principe, il n'a pas lieu en 2005.

Quid du Forum Social de Belgique ? La pression pour de grands événements publics du FSdB pourrait ressurgir en 2005 si, au niveau du Forum européen, on admet une fréquence tous les deux ans (ce qui fait qu'il n'y aurait pas de FSE en 2005) justement pour laisser la place à un travail local plus approfondi. Les réunions actuelles du FSdB (écrit en juin 2004) ne permettent pas encore d'éclaircir ce point.

Participation du CADTM à la Marche mondiale des femmes (niveau belge et international) : une délégation CADTM participera au dépôt de la nouvelle Charte de la Marche des Femmes et nous réaliserons un atelier en Belgique sur le thème « Dette, Développement et Femmes » : date à fixer en liaison avec les moments forts de la mobilisation.

Résultats à atteindre par le PA 2005

Confirmer la réalisation de plates-formes d'alternatives communes dans la dynamique du Forum social mondial, du Forum social européen et du Forum social de Belgique ; mettre en œuvre une campagne commune décidée à Porto Alegre avec ses répercussions au niveau belge et européen ; faire intervenir la transversale thématique du genre dans l'activité du CADTM ; renforcement de l'approche « droit international » du CADTM.

Renforcement du réseau CADTM en Belgique et sur le plan international. Mettre en application l'organigramme de la structure du réseau international du CADTM et de l'apport du CADTM-Belgique définis au cours du PA 2004.

Activités prévues pour le PA 2005 :

Activité 1 : Participation aux Forums sociaux mondial et méditerranéen (reporté en juin 2005 à Barcelone) ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM. En ce qui concerne le Forum social mondial : participation au Conseil International du FSM. Inconnue à l'heure actuelle : sans doute n'y aura-t-il pas de Forum social européen 2005 (FSE) vu la demande importante d'organiser une fréquence de ce Forum tous les 2 ans de manière à privilégier le travail national. Mais il peut toujours y avoir un pays qui fasse la demande de l'organiser. S'il est convaincant et qu'un FSE est quand même organisé en 2005, nous devons y représenter le thème de la dette. Par ailleurs, il est fort probable que le Forum social de Belgique décide une activité de restitution du FSM et de mise en oeuvre des campagnes communes au niveau national. Dans un cas comme dans l'autre, le CADTM portera le thème de la dette et des politiques des institutions financières internationales.

Indicateur : Réalisation de plates-formes d'alternatives communes

Source : Plates-formes issues des Forums sociaux

Lieu et période : 5^e Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) du 27 au 31 janvier 2004, Forum social méditerranéen à Barcelone (juin 2005), réunion du Conseil International du FSM en 2005 (lieu et date à déterminer) ; Forum social européen ou Forum social de Belgique (à déterminer dans les mois qui viennent).

Activité 2 : Organisation d'un séminaire sur le droit au développement et travail permanent de recherche sur le droit

Indicateur : Mise en réseau d'ONG, d'associations de défense des Droits humains, de magistrats et d'autres acteurs du domaine juridique (avocats, étudiants et enseignants en droit,...) autour de l'objectif de réalisation du droit au développement (ce qui implique de vérifier initialement si le développement est bel et bien un droit). Capacité à intégrer les partenaires dans la préparation et dans le déroulement de l'événement : CNCD Belgique, CRID France, FIDH Internationale, Amnesty International, ATTAC, Confédération Mondiale du Travail, Confédération Internationale des Syndicats Libres, les différents membres du réseau international du CADTM, Conseil Œcuménique Mondial des Eglises, ATD Quart Monde,...

Source : fichier des personnes-ressources

Lieu et période : Amsterdam ou Bruxelles - début décembre 2005

Activité 3 : Renforcement du réseau international CADTM par la diffusion de la brochure de présentation du CADTM en trois langues (français, espagnol, anglais), par l'organisation de trois réunions de renforcement du réseau CADTM, par le maintien de contacts permanents via Internet et téléphone., par la réalisation de notes informatives.

Indicateur : fonctionnement régulier du réseau CADTM, mise en oeuvre permanente de l'Observatoire et intégration des partenaires en Asie, en Afrique centrale et en Amérique centrale à cet Observatoire

Source : fichier du réseau CADTM

Lieu et période : 1^e réunion : Porto Alegre en janvier 2005 ; 2^e réunion en Belgique en mai 2005; 3^e réunion en principe en prolongement du séminaire sur le droit au développement (voir activité 2 ci-dessus).

Moyens prévus pour le PA 2005 (matériel, personnel) :

Frais d'équipement : néant

Fonctionnement :

Activité 1. Participation aux Forums sociaux mondial et méditerranéen (reporté en juin 2005 à Barcelone) ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM. Déplacements et hébergement pour participer aux

activités des forums sociaux (FSM à Porto Alegre : 5 billets - dont 2 billets pour deux délégués CADTM Afrique) + séjour (7.500 euros) ; FSMed. à Barcelone : 3 billets (1500 euros); Participation à deux réunions du Conseil International du FSM en juin 2005: 2 billets + séjour (1.600 euros) ; SUIVI de la coordination FSE 3° FSE Déplacements + séjour (800 euros) ; réalisation d'ateliers et cotisations au FSM et au FSE (1.000 euros) ; honoraires d'experts des PED et interprètes (1.600 euros) ; divers (imprimés, photocopies, télécom) (1.000 Euros).

Sous-total : 15.000 Euros

Activité 2. Organisation d'un séminaire sur le droit au développement et travail permanent de recherche sur le droit Frais d'hébergement, de déplacement et de location de salle pour la réalisation du séminaire : **6.000 euros** ; honoraires d'experts et interprètes : **1.500 euros** ; divers (photocopies...) : **500 euros**.

Sous-total : 8.000 euros

Activité 3. Trois réunions internationales résidentielles avec participants des PED - y compris déplacements : **8.000 euros** ; honoraires d'experts et interprètes : **1.500 euros**. **Sous-total : 9.500 euros**.

Total Fonctionnement : 32.500 euros

Personnel :

Activité 1 : ½ ETP pendant 12 mois (ET) : 20.000 € 1/4 ETP pendant 12 mois (FL) : 7.000€

Activité 2 : ½ ETP sur le Droit au Développement, le Droit et la Dette pendant 12 mois (HR) : 15.000€; 1/12 ETP 12 mois (VdR) : 2300€

Activité 3 : 1/4 ETP pendant 12 mois (ET): 5.000€

Total Personnel : 49.300€

2.3.a.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2004 :

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.	1500	0
2. Frais de fonctionnement	30.000	32.500
3. Frais de personnel	58.000	49.300
4. Autres		
Sous-total 1-4	88.500	81.800
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		6.839,02
5.2. Evaluation		759,89
Sous-total 5		7.598,91
Total		89.398,91

Autres sources financières : néant

B.2.3.b. Action “ Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable ”

2.3.b.1. Objectif de l'action

Apporter les outils d'analyse et sensibiliser aux alternatives de développement des publics-cibles susceptibles de répercuter l'impact de l'action sur leur entourage et élargir le champ de sensibilisation aux citoyens membres du CADTM, de ses partenaires et aux étudiants déjà conscientisés aux problématiques Nord-Sud (phase 2 du cercle vertueux).

2.3.b.2. Evolution par rapport à l'année 2003

La sensibilisation des citoyens reste une priorité pour le CADTM. Le CADTM a “ recentré ” depuis le PA 2003 ses publics-cibles sur des groupes de citoyens jugés “ stratégiques ” pour la réalisation du cercle vertueux recherché par le programme.

2.3.b.3. Informations sur l'évolution de l'action

L'action évolue comme prévu : les outils existants continuent d'être utilisés à grande échelle. De nouveaux outils de formation ont été réalisés. Les formations ont lieu auprès des publics-cibles que nous avons cernés. (Voir ci-après l'état de la situation du PA 2004).

2.3.b.4. Etat de la situation du plan d'action pour l'année 2004

L'ouvrage pédagogique intitulé “ 50 questions-50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale ” a été réimprimé (vu son succès) en français. Au lieu de réaliser une nouvelle édition en français comme prévu, nous avons privilégié les éditions en langues étrangères (anglais et espagnol) pour épauler l'intervention du réseau international dans leurs actions de sensibilisation des citoyens. Une édition anglaise a été réalisée en Inde en novembre 2003 (*The Debt Scam*), une édition espagnole est sortie en avril 2004 (Oxfam et Icaria) ; une autre édition anglaise doit sortir en 2004 à Londres. Signalons également qu'une 3^{ème} édition de « Sortir de l'impasse » en espagnol est sortie en Argentine en juin 2004.

D'autre part, les deux CD de chants et musiques du monde “ Annulons la dette ” (“ Drop the Debt ”) et “ ATTAC ta dette. L'Afrique ne paie pas ” sont diffusés. Les deux CD font référence explicitement à l'action du CADTM : ils recommandent la lecture de l'ouvrage pédagogique mentionné plus haut et proposent de consulter notamment le site Internet du CADTM.

A ces outils s'est ajouté le livre « La Finance contre les peuples » (décembre 2003) dont la publicité est largement diffusée par nos partenaires, composantes du mouvement altermondialiste. Une édition en espagnol est sortie en Argentine en 2003 et une autre édition espagnole a été réalisée en février 2004 à Cuba.

La publication sur le droit au développement est en préparation : elle sortira en novembre-décembre 2004 sous forme d'un numéro double des *Autres Voix de la Planète*: elle se focalise sur la dette odieuse, l'audit citoyen (renforcer parallélisme avec dette du Nord et audits citoyens dans le Nord, le contrôle démocratique et législatif sur les IFI – Institutions financières internationales).

Toutes les activités prévues par le PA 2004 pour cette action sont donc en phase de réalisation. Des formations régulières ont lieu dans les écoles et universités (exemples : Institut St Albert de Jodoigne, film réalisé par le Lycée de Waha (Liège), 400 jeunes du secondaire réunis par le RESOJ à Couillet, des milliers de jeunes sensibilisés lors du Festival Esperanzah, ICHEC à Bruxelles, Sainte Véronique à Liège, Saint Laurent à Liège, Athénée de Chênée, Université de Liège).

Cela donne lieu à des partenariats spécifiques avec des étudiants (mémoires centrés sur les thèmes et les activités du CADTM - exemple: Université de Liège et ULB), avec des professeurs (programme de

l'ICHEC de Bruxelles, initiative CAPRI - Cercle d'Analyse politique de l'Ulg - à l'université de Liège). Les synergies annoncées dans le PA 2003 se réalisent (CNCD, CRID, Oxfam, ATTAC,...).

La formation résidentielle a eu lieu le week-end des 26 et 27 juin 2004 à Liège (Espace Belvaux).
Thème : « Le Développement, pour quoi faire ? Existe-t-il un droit au développement ? » (74 inscriptions à ce jour).

La journée internationale du CADTM d'octobre 2004 à Liège est en cours de préparation (quatre réunions préparatoires ont eu lieu lors du premier semestre 2004).

Il faut également signaler que le CADTM est associé à chaque cycle d'information générale organisée par la CTB en 2004 (cela représente 8 cycles avec chaque fois 44 participants, au total : 372 participants).

2.3.b.5. Perspectives pour l'année 2005

Les perspectives pour cette action s'inscrivent dans la durabilité du cercle vertueux, ce qui signifie que le thème du droit au développement sera central dans l'analyse apportée par le CADTM. Nous allons travailler la formation en deux phases : création d'un module « prise de contact » et d'un module « approfondissement » pour le public cible (étudiants, membres du CADTM, membre d'organisations partenaires) : Olivier Bonfond, professeur d'économie dans l'enseignement secondaire et Sébastien Dibling, économiste, collaboreront avec Damien Millet et Virginie de Romanet pour réaliser ces modules.

Autre moment fort : la mobilisation pour le sommet alternatif à celui du G8 en Grande-Bretagne en mai-juin 2005. Cette mobilisation sera centrale dans l'activité d'éducation au développement. Vu la (relative) proximité, nous nous inspirerons de l'activité que nous avons réalisée en 2003 lors du G8 d'Evian : conférences de sensibilisation, dépliant de mobilisation, organisation de départs collectifs, activité centrale lors du contre-sommet. La mobilisation sera déjà discutée lors de l'atelier prévu à cet effet au FSE de Londres (octobre 2004).

La réalisation de nouveaux outils de formation (livres).

Résultats à atteindre par le PA 2005 :

L'approfondissement du partenariat avec quatre professeurs d'universités et/ou écoles supérieures pour les formations aux étudiants. Le renforcement de la formation dans l'enseignement secondaire (ce qui va largement reposer sur la collaboration d'Olivier Bonfond). Une participation forte des citoyens sensibilisés au contre-sommet du G8 en Grande-Bretagne.

Le renforcement des synergies dans les analyses des membres du CADTM et des organisations partenaires ;

La réalisation de 2 livres :

- 1) Les enjeux politiques du G8, du FMI et de la Banque mondiale (écriture et impression : 1^{er} trimestre 2005).
- 2) L'Afrique, la dette, les CSLP (écriture et impression 2^e trimestre 2005). Il y a une forte demande de nos partenaires africains pour que nous réalisions cette publication (le CADTM France participera à l'élaboration). Il s'agit, à partir de pays bien particuliers, de faire un tour d'horizon du continent sur l'état de la dette et de l'initiative PPTE. Cette publication serait traduite en anglais (sans imputation financière sur notre plan d'action puisqu'elle sera prise en charge par notre partenaire sud-africain, l'AIDC).

Les 4 revues trimestrielles « Les Autres Voix de la Planète » continueront de former le fil rouge de l'information entre les membres du réseau et de permettre l'approche de nouveaux publics. La revue du 3^e trimestre 2005 comportera un dossier sur l'impact de la dette sur la condition féminine. Ce dossier est conçu en parallèle avec l'activité de la Marche mondiale. Sa date de parution pourra donc varier en fonction de l'agenda qui sera déterminé par la Marche mondiale.

Au programme également (mais sans imputation financière au PA 2005): la préparation d'un livre consacré à l'Amérique latine, à éditer en collaboration avec le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) dans le courant de l'année 2006. Cet ouvrage coordonné par le CADTM s'attachera à l'analyse de l'actualité socio-économique et politique du continent latino-américain (en particulier de pays comme le Venezuela, le Brésil, l'Argentine, la Colombie et l'Equateur), en privilégiant les questions de la dette, des mouvements sociaux et des alternatives de développement.

La création d'un réseau de citoyens informés de manière continue via un bulletin d'information électronique mensuel.

Activités prévues pour le PA 2005

Activité 1 : Formations : une formation résidentielle ; six formations dans les écoles supérieures et/ou universités ; six conférences pour des ONG ou des associations partenaires). Comme annoncé dans notre programme stratégique, la présence durant toute l'année 2005 de notre partenaire du Mali, Sekou Diarra, cadre de l'ONG Christian Aid ainsi que de la Coordination nationale sur la dette (CAD/Mali), constituera une plus-value aux formations envisagées (expérience de terrain, témoignage direct, analyse spécifique des organisations du Sud, renforcement du message du CADTM...).

Indicateur : nombre de propositions (acceptées / refusées) ; nombre de participants ; réponses aux questionnaires d'évaluation

Source : les pièces constitutives du tableau de bord ; les questionnaires d'évaluation

Lieu et période : formation résidentielle à Liège au 4e trimestre; une formation pour milieu étudiant tous les deux mois (Liège, Bruxelles, Louvain La Neuve, Mons) ; une formation pour milieu ONG et partenaires tous les deux mois (CNCD, ATTAC, FGTB, CSC, Oxfam, FSB)

Activité 2 : Outils de communication : site web et bulletin d'information électronique ; revue " Les Autres Voix de la Planète " (4 n° en français) ; les 2 livres mentionnés plus haut.

Indicateur : Nombre d'abonnés via le site web, nombre d'abonnés à la revue, quantité de livres diffusés, nombre de fois où ces livres sont cités, sont référencés, nombre de recensions.

Source : fichiers

Fréquence : courrier électronique : mensuel ; revue : trimestrielle; livres : ponctuel.

Activité 3 : Mobilisation des citoyens lors du sommet alternatif au G8 (mai-juin 2005) : réunions d'établissement du partenariat, organisation de départs collectifs, organisation d'une grande activité en Grande-Bretagne avec des invités étrangers.

Indicateur : nombre d'organisations associées à l'organisation de l'activité ; nombre et qualité des intervenants, nombre de participants, nombre d'échos dans la presse locale et associative

Source : matériel de publicité, revue de presse

Lieu et période : mai-juin 2005 (Grande-Bretagne)

Moyens prévus pour le PA 2005 (matériel, personnel)

Frais d'équipement :

Fonctionnement :

Activité 1. Formation résidentielle : **1.000 euros** ; Déplacements : **500 euros** ; divers (imprimés, photocopies, télécom) : **500 euros. Sous-total : 2.000 euros**

Activité 2. Outils de communication : Internet : **1.500 euros** ; Publications imprimées : Revue " Les Autres Voix de la Planète " (1.500 à 2.000 exemplaires ; 4 numéros : impression **5.000 euros**) ; Livre « G8 » (3500 exemplaires, **6.000,00€**); livre Afrique : (3500 exemplaires, **5.000,00€**),

Sous-total coût publications : 17.500 euros (sans compter les frais d'envoi repris dans les frais administratifs).

Activité 3 : Mobilisation des citoyens : contribution à cette activité dans le cadre du PA 2005 : **3.000 euros** (déplacements, imprimés d'infos, hébergement, location de salle, décoration de la salle)

Total Fonctionnement : 22.500 euros

Personnel :

Activité 1 : 1/12 ETP 12 mois (DC): 3600€ ; 1/12 ETP 12 mois (VdR) : 2300€

Activité 2 : 1/2 ETP 12 mois (FL) : 14.000€; 2/3 ETP 12 mois (YB) : 20.000€; ¼ ETP 12 mois (ET): 5.000 €

Activité 3 : 1/6 ETP 3 mois (DC) : 1800€

Total salaire : 46.700€

2.3.b.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2005 :

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		
2. Frais de fonctionnement	14.000	22.500,00
3. Frais de personnel	40.000	46.700,00
4. Autres		
Sous-total 1-4	54.000	69.200,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		5.785,57
5.2. Evaluation		642,84
Sous-total 5		6.428,42
Total		75.628,42

Autres sources financières : néant

HORS CADRAGE (= A réaliser si nous obtenons un supplément de financement dans le cadre du PA 2005) Education /Action 2/ Activité 4.

Le Droit au développement (rédaction et réalisation au 3^e et 4^e trimestre 2005). La publication portera sur les grands combats du développement de la seconde moitié du XXe siècle et leurs implications juridiques : les débats et les résolutions de l'ONU sur le Nouvel Ordre économique international (années 1960 et 1970), la Commission des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), etc. Un sous-groupe du groupe Droit s'y attellera sous la responsabilité de Hugo Ruiz Diaz, en collaboration étroite avec Virginie de Romanet et Nicolas Angulo Sanchez. De nombreux partenaires sont demandeurs d'un tel ouvrage, d'autant plus que le *Millenium Round* suscite un regain d'intérêt et d'attentes par rapport aux stratégies de développement à mettre en œuvre. Vu les limites financières du cadrage financier du PA 2005, il ne sera pas possible de réaliser ce livre en 2005, à moins d'obtenir un supplément de financement DGCD hors cadrage.

Indicateur : quantité de livres diffusés, nombre de fois où le livre est cité (référéncé), nombre de recensions.

Source : fichiers, presse périodique et quotidienne

Fréquence : ponctuel

Moyens prévus en supplément du cadrage PA 2005 :

Documentation : 400,00€ impression : pour 3500 exemplaires : 5600,00€

Salaire pour la coordination, la rédaction, la mise en page, l'édition: 2/12 ETP sur 12 mois (HR): 5.000,00 €

Coûts directs= 11.000€

Frais administratifs : 1021,86€(dont FA stricto sensu 919,67€et Evaluation : 102,19€)

Total : CD + FA = 12.021,86€

Apport CADTM : 3005,46€

Subvention DGCD : 9.016,40

B.2.3.c. Action “ Sensibilisation des médias ”

2.3.c.1. Objectif de l'action

L'objectif de l'action est à la fois de sensibiliser une importante partie de l'opinion publique sur les enjeux du droit au développement durable et d'accentuer le rapport de force politique en faveur des alternatives de développement via les médias ciblés.

2.3.c.2. Evolution par rapport à l'année 2003

Le CADTM est devenu depuis quelques années une référence pour de nombreux médias sur la question des relations Nord-Sud et de la dette. Le tableau de bord sur l'impact médiatique du CADTM constitué à partir du rapport 2003 permet déjà de réaliser l'ampleur de cette action.

2.3.c.3. Informations sur l'évolution de l'action

Au cours du premier semestre 2004, le CADTM a réussi à avoir un accès important aux médias, en relation principalement avec le 4^e Forum social mondial de Mumbai et avec les débats au sein du FMI (JT RTBF, Radio France International, JP RTBF, Le Soir, Le Monde diplomatique, Le Courrier - Suisse, les quotidiens français Libération, Les Echos et L'Humanité, Le Monde...). La presse a également fait écho à la parution du livre « La finance contre les peuples ».

2.3.c.4. Etat de la situation du plan d'action pour l'année 2004

L'action se déroule comme prévu. Signalons que l'analyse du CADTM mettant en évidence le rôle des relations et de la fracture Nord-Sud dans le nouveau désordre international, illustré par les résultats de la guerre préventive en Irak, a suscité un intérêt certain lors des interviews. La pauvreté (issue de la dette, de l'ajustement structurel et de la non application d'alternatives de développement durable) comme terreau du terrorisme entre en phase avec les sujets traités par les journalistes. Au premier semestre 2004, rien qu'au niveau de la Belgique (RTBF), nous comptons déjà 6 passages à la radio, 3 passages au journal télévisé et des articles dans la grande presse écrite (exemples : Libération du 26/04/04, L'Humanité en mai 2004...). La presse associative également (Demain le monde, mai 2004...). Le tableau de bord de 2004 concernant ce volet des indicateurs d'évaluation est constitué au fur et à mesure.

2.3.c.5. Perspectives pour l'année 2005

Les perspectives du PA 2005 pour cette action s'inscrivent dans la suite logique des deux PA précédents. Les responsables des départements publication et communication doivent améliorer la technique des communiqués de presse répondant ainsi à une volonté du PQ 2003-2007 de réaliser des notes synthétiques : *le travail d'éducation à l'attention des médias est d'un tout autre ordre, car intimement lié à l'actualité et très synthétique. Cet aspect implique un travail de synthèse des alternatives de développement et leur mise en contexte de l'actualité (communiqués, interviews, articles, etc.).*

Résultats à atteindre pour le PA 2005

Confirmer et approfondir si possible la reconnaissance et la légitimité acquises par le CADTM et son rôle privilégié dans les grands médias, qui constituent le public-cible de cette action. Une évaluation de l'impact médiatique du CADTM sera réalisée (mi-parcours du PQ 2003-2007).

Activités prévues pour le PA 2005

Activité 1 : Publication de quatre articles dans la presse écrite, participation à quatre émissions radio et participation à une émission télévisée.

Réalisation d'une évaluation interne sur l'impact du CADTM dans les médias et via Internet

Indicateur : coupures de presse et programmes, lectorat et audimat
Fréquence : chaque trimestre

Moyens prévus pour le PA 2004 (matériel, personnel) :

Frais d'équipement :

Fonctionnement : Divers frais de fonctionnement (déplacements...) : **400 euros**

Personnel : 2/12 ETP 12 mois (YB) : **5000,00€**; 1/12 ETP 12 mois (FL) : **2300€**

2.3.c.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2004 :

Rubrique	prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.	1500	
2. Frais de fonctionnement	500	400
3. Frais de personnel	6900	7300
4. Autres		
Sous-total 1-4	8900	7700
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		643,77
5.2. Evaluation		71,53
Sous-total 5		715,30
Total		8.415,30

Autres sources financières : néant

B.2.3.d. Action “ Interpellations politiques ”

2.3.d.1. Objectif de l'action

L'objectif final de l'action est la prise en compte par les décideurs politiques du développement durable dans le Sud (phase 4 du cercle vertueux).

2.3.d.2. Evolution par rapport à l'année 2003

Les interpellations politiques sont devenues un objectif prioritaire du CADTM depuis le PA 2003 dans le cadre du cercle vertueux recherché par le programme. L'application des alternatives de développement ne se fera pas sans que le monde politique adopte ce sujet comme une priorité politique. Il est dans ce cadre important de l'interpeller de manière régulière.

2.3.d.3. Informations sur l'évolution de l'action

La notoriété du CADTM fait son chemin de telle façon qu'on perçoit maintenant des invitations à débats contradictoires au niveau international.

2.3.d.4. Etat de la situation du plan d'action pour l'année 2004

Dans le cadre des interpellations politiques de la Banque mondiale et du FMI, une rencontre a eu lieu en novembre 2003 au Cabinet des Finances entre Monsieur Kieckens (représentant de la Belgique au FMI), le CADTM et plusieurs composantes du mouvement altermondialiste. Il en a été de même le 13 mai 2004 avec Monsieur Alzetta (administrateur de la Belgique à la BM). Le CADTM a mené un débat contradictoire public le 9 mars 2004 à Genève avec le représentant permanent de la BM auprès de l'ONU et de l'OMC. Une seconde interpellation de la Banque mondiale a été réalisée par le CADTM le 10 mai 2004 au Palais d'Egmont à Bruxelles. Cette interpellation se trouve en audiovisuel sur le site de la Banque mondiale.

Au niveau belge, en janvier 2004, suite au FSM de Mumbai, Elio Di Rupo, président du PS, a déclaré à la RTBF (Face à l'info) qu'il était d'accord avec l'analyse développée par le CADTM dans 50 Questions/50 Réponses. Jean-Claude Vancauwenberghe (PS), lors du colloque des jeunes à Couillet, interpellé sur les rapports Nord Sud a déclaré que l'annulation de la dette est un passage obligé pour le développement, que la dette est la plupart du temps « odieuse » et qu'elle est une conséquence du système néo-libéral.

Une rencontre est prévue entre Eric Toussaint et Jean-Jacques Viseur (CDH) et entre Eric Toussaint et Pierre Galand (responsable PS de la commission Mondialisation à la Chambre).

2.3.d.5. Perspectives pour l'année 2005

Au niveau belge, le CADTM continuera de saisir les opportunités de débats avec les hommes et femmes politiques.

Les entrevues avec les responsables belges et français au FMI et à la Banque mondiale sont programmées avant les réunions de printemps et d'automne des IFI's.

Une grande activité d'interpellation du G8 et des IFI est programmée avec la mobilisation pour le sommet alternatif à celui du G8 en Grande-Bretagne. Une interpellation politique de grande envergure s'insèrera également dans l'activité de la Marche mondiale des Femmes.

Les résultats à atteindre par le PA 2005

La prise en compte de nos alternatives concernant les relations Nord-Sud dans les débats parlementaires belges, français et européens;

La mise en œuvre des entrevues négociées avec les décideurs belges ;

Faire avancer l'idée de la nécessité d'un rapport annuel du gouvernement sur le comportement de la Belgique dans les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) suivi d'un débat parlementaire annuel.

Les activités prévues pour le PA 2005

Activité 1 : Entrevues avec le ministère des Finances, le secrétariat d'Etat à la coopération et les représentants belges au FMI et à la Banque mondiale ; réunion d'échanges avec les parlementaires belges et européens (dont la commission Mondialisation de la Chambre belge et la Commission développement du PE).

Indicateur : communiqués et décisions politiques.

Source : communiqués et coupures de presse.

Fréquence : une fois chaque décideur sur l'année.

Moyens prévus pour le PA 2005 (matériel, personnel) :

Frais d'équipement :

Fonctionnement : Divers frais de fonctionnement (documentation, déplacement) : **600 euros**

Personnel : 1/12 ETP 12 mois (YB) : 2500€; 1/12 ETP 12 mois (HR) : 2500€; 1/48 ETP 12 mois (DC) : 900€

2.3.d.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2004 :

Rubrique	prévu	demandé
1. Frais d'équipement.		
2. Frais de fonctionnement	800	600,00
3. Frais de personnel	4600	5900,00
4. Autres		
Sous-total 1-4	5400	6500,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		543,44
5.2. Evaluation		60,38
Sous-total 5		603,83
Total		7.103,83

Autres sources financières : néant

B.2.6. Données financières globales (Volet Education PA 2005)

Aperçu financier global pour l'éducation pour l'année 2005

Rubrique	Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Total
1. Frais d'équipement.					
2. Frais de fonctionnement	32.500	22.500	400	600	56.000
3. Frais de personnel	49.300	46.700	7300	5900	109.200
4. Autres					
Sous-total 1-4	81.800	69.200	7700	6500	165.200
5. Frais administratifs					
5.1. Frais administratifs au sens strict	6839,02	5785,57	643,77	543,44	13.811,80
5.2. Evaluation	759,89	642,84	71,53	60,38	1.534,64
Sous-total 5	7598,91	6428,42	715,30	603,83	15.346,44
Total	89.398,91	75.628,42	8.415,30	7.103,83	180.546,46
Apport ONG	22.349,73	18.907,10	2.103,83	1.775,96	45.136,62
Subside DGCD	67.049,18	56.721,31	6.311,48	5.327,87	135.409,84

Aperçu financier HORS CADRAGE pour l'éducation pour l'année 2005

Rubrique	Action 1	Action 2	Action 3	...	Total
1. Frais d'équipement.					0
2. Frais de fonctionnement		6.000			6.000
3. Frais de personnel		5.000			5.000
4. Autres					
Sous-total 1-4	0	11.000	0	0	11.000
5. Frais administratifs					
5.1. Frais administratifs au sens strict		919,67			919,67
5.2. Evaluation		102,19			102,19
Sous-total 5	0	1.021,86	0	0	1.021,86
Total	0	12.021,86	0	0	12.021,86
Apport ONG		3.005,46			3.005,46
Subside DGCI		9.016,40			9.016,40

C. OFFRE DE SERVICE

C. 2.1. Partie générale

C. 2.1.a. Aperçu des actions existantes

Comme décrit dans le programme stratégique, les quatre actions en offre de service s'inscrivent dans une stratégie globale menée à l'égard de publics-cibles spécifiques durant les cinq années du programme (voir cercle vertueux). Les actions du PA 2005 s'inscrivent donc logiquement dans la continuité de la mise en œuvre du cercle vertueux recherché par le programme stratégique.

Rappel de l'aperçu synthétique des actions du CADTM (2003-2007)

Types de service	Secteur	Activités	Bénéficiaires
Appui méthodologique	Développement socioéconomique	Appui aux partenaires du Sud sur l'analyse de la dette et des CSLP/DSRP	ONG et mouvements sociaux du Sud Réseau CADTM Sud
		Appui aux partenaires du Sud sur dette et CSLP Alternatives de financement du développement durable	Organisations de femmes Organisations de jeunes Autres réseaux internationaux
Formations	Développement socioéconomique	Formations en méthode participative Séminaires	ONG et mvts sociaux belges ONG et mvts sociaux européens ONG et mvts sociaux du Sud Réseau CADTM Nord et Sud Organisations femmes Organisations jeunes Autres réseaux internationaux
Etudes, recherches Et publications	Développement socioéconomique	Site web Publications Documents de référence Elaboration d'analyses Observatoire de la dette	Tous publics ONG et mvts sociaux belges ONG et mvts sociaux européens ONG et mvts sociaux du Sud Réseau CADTM Nord et Sud Universités et écoles supérieures Organisations femmes Organisations jeunes Autres réseaux internationaux Décideurs politiques
Lobbying	Développement socioéconomique	Mobilisations, interpellations politiques, Représentation des acteurs du Sud	Tout public ONG et mvts sociaux belges ONG et mvts sociaux européens ONG et mvts sociaux du Sud Réseau CADTM Nord et Sud Organisations femmes Organisations jeunes Autres réseaux internationaux

C. 2.1.b. Aperçu des nouvelles actions

Dans la mesure où les actions du CADTM s'inscrivent dans la durabilité d'un cercle vertueux recherché durant tout le programme, les nouvelles actions ne sont envisagées qu'en cas de changement(s) à apporter à la planification initiale suite à un impondérable extérieur à la volonté du CADTM. Pour le PA 2005, aucune modification notable n'est à apporter.

C.2.3. Description des actions en cours

C.2.3.a. Action "Appui méthodologique aux responsables et formateurs des mouvements sociaux belges et internationaux "

2.3.a.1. Objectif de l'action

Il s'agit d'assurer le socle de la première phase de notre cercle vertueux :

- En améliorant l'intervention du réseau scientifique du CADTM dans le secteur ONG et mouvements sociaux;
- En structurant la capacité d'intervention des membres du réseau CADTM (Nord et Sud) dans les différentes réunions du mouvement altermondialiste ;
- En renforçant dans le même sens les partenaires du CADTM (Nord et Sud) sur base d'une analyse commune et d'une stratégie commune d'intervention.

Pour que cette action ait les effets recherchés (prise en compte de nos priorités par les décideurs politiques), elle doit viser un effet cumulatif au cours des cinq années du programme.

2.3.a.2. Evolution par rapport à l'année 2003

Depuis 2003, les plans d'action du CADTM comportent ce volet d'activité. Les activités d'Offre de service augmentent et se diversifient : notons une avancée importante au niveau des contacts avec les parlementaires de différents continents dans ce cadre. Le réseau scientifique s'étoffe. La structuration de son réseau de membres au Nord et au Sud s'améliore. Les possibilités de partenariat se renforcent en évitant la dispersion grâce au regroupement d'initiatives d'offres de service.

2.3.a.3. Informations sur l'évolution de l'action

Les partenaires prioritaires pour le PA 2005 sont ceux qui ont été précisés dans le point 4.3.2. du programme stratégique. Pour les ONG, mouvements sociaux du Sud, il s'agit essentiellement d'organisations africaines travaillant sur les questions de la dette et des alternatives à l'ajustement structurel. L'extension prévue du travail vers l'Asie avec le partenariat engagé avec VAK (Mumbai, Inde) et Focus on the Global South (Bangkok, Thaïlande) et vers l'Amérique latine/Caraïbe avec la PAPDA (Haïti) s'est réalisée.

Le CADTM a apporté son expertise à la 3^{ème} assemblée des Peuples de la Caraïbe en Haïti en août 2003 ; au Forum social nigérien en septembre 2003 ; au 2^{ème} sommet continental sur la dette sociale organisé par le Parlement latino-américain à Barquesimeto (Venezuela) en septembre 2003 (Eric Toussaint y a donné la conférence inaugurale magistrale); aux partenaires du mouvement populaire argentin, Barrios de Pie, en septembre 2003 ; à la conférence continentale de CLACSO (qui regroupe 144 centres universitaires) à la Havane en octobre 2003 ; aux étudiants en DEA et doctorants de la UNAM (Mexico) au cours de « postgrado » en novembre 2003 ; aux cadres des organisations sociales d'Afrique de l'Ouest lors de l'atelier sur les CSLP à Sélingué (Mali) en décembre 2003 ; aux cadres de l'organisation VAK lors du FSM de Mumbai en janvier 2004 ; aux cadres de notre partenaire ivoirien FNDP en février 2004 ; aux 1400 économistes présents à la conférence de l'ANEC (Assemblée

Nationale des Economistes et des Comptables) à la Havane en février 2004 ; aux professeurs de géographie de la République de Genève en mars 2004 ; aux membres du réseau CADTM du Venezuela et de Colombie en avril 2004 ; aux cadres du réseau NAD-CADTM et du CNONG à Kinshasa en avril 2004 ; aux parlementaires, aux journalistes ainsi qu'aux étudiants et professeurs d'université à Bamako en avril 2004 ; aux cadres de la PAPDA et de nombreux mouvements sociaux caribéens à La Martinique en mai 2004 ; à la 3^{ème} conférence sur la dette sociale organisée par le parlement latino-américain et le Congrès du Venezuela à Caracas en juin 2004 ; au 3^e sommet des peuples (600 participants) tenu à Kita au Mali du 6 au 10 juin 2004.

2.3.a .4. Etat de la situation du plan d'action 2004

L'activité prévue pour le PA 2004 est actuellement en cours de réalisation :

Concernant l'activité 1, l'atelier de l'Afrique de l'Ouest sur les Cadres stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) s'est tenu du 19 au 21 décembre 2003. Cette réunion a permis la mise en commun des données et analyses de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale concernant la situation de la dette, l'application des CSLP et l'action des mouvements sociaux (48 participants : Mali, Niger, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Guinée, Mauritanie, Congo Brazzaville). Les participants se sont mis en réseau sous l'impulsion d'un comité *ad hoc* et réaliseront donc en commun à l'avenir leurs analyses et actions. Les résultats de l'atelier sont retravaillés par une autre commission et seront utilisés pour un dossier qui apparaîtra dans la revue « Les Autres Voix de la Planète » au 3^e trimestre 2004 et dans un livre du CADTM au 2^e trimestre 2005 (voir volet éducation) qui renforcera l'activité du réseau « Afrique » et du réseau international CADTM d'une part et apportera des informations aux partenaires du Nord, d'autre part. L'atelier de l'Afrique de l'Ouest apportera donc aussi des contributions à l'Observatoire international de la dette.

Le suivi de cette activité a été assuré lors du sommet des Peuples de Kita (Mali) en juin 2004.

Concernant l'activité 2, sachant que le CNCND prenait en charge un atelier du même type pour l'Afrique centrale, nous avons seulement spécifié un appui du CADTM à cette activité au plan 2004. En fait, c'est le réseau CADTM (RDC, France et Belgique) qui a tout organisé. Notre apport a donc été crucial pour la réussite de l'activité qui s'est tenue à Kinshasa les 21, 22 et 23 avril 2004. Gros écho médiatique (9 TV locales et plusieurs journaux congolais) pour l'initiative qui a rassemblé 80 participants, dont les représentants d'associations, du personnel institutionnel : un député, un membre de la Cour des Comptes, un membre de l'Office des Biens mal acquis (OBEMA), des journalistes. Trois délégués du CADTM Belgique (groupe droit, sous-groupe dette RDC) et deux délégués du CADTM France ont participé aux travaux. Compte-rendu dans AVP n° 23 et sur le site du CADTM. Renforcement de l'équipe de cadres du NAD-CADTM RDC et du travail universitaire (professeurs et étudiants) avec NAD UNIKIN.

Concernant l'activité 3, les contacts se poursuivent avec les organisations de pays arabes qui sont chargées d'organiser l'Atelier sur la dette du monde arabe mais elles ont pris du retard : l'atelier est postposé à 2005 et coïncidera toujours avec le Forum social méditerranéen qui, lui aussi, a pris du retard.

Concernant l'activité 4, l'atelier régional « Colombie-Venezuela-Equateur » se tiendra en juillet 2004 lors du Forum social des Amériques (FSA) à Quito. L'atelier a été préparé par trois réunions qui ont en fait déjà constitué des phases de travail de cet atelier (15 avril 2004 à Caracas avec CADTM Belgique, Red Venezolana et partenaires de Colombie – Juin 2004 à Caracas – juillet 2004 à Bogota avant le FSA). Un délégué du CADTM Belgique continuera le travail d'appui au réseau vénézuélien à Caracas après le FSA.

De plus, le CADTM a été invité par la Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA) et une coordination réunissant des représentants de mouvements sociaux de 8 entités de la Caraïbe (République dominicaine, Puerto Rico, Sainte Lucie, Trinité et Tobago, Curacao, Martinique, Haïti). Le CADTM a pris en charge le volet "dette" de la Troisième Assemblée des Peuples de la Caraïbe et du premier Forum social caribéen qui a eu lieu à Port au Prince du 19 au 24

août 2003. Le travail d'appui à la plate forme a été poursuivi par le CADTM France à la Martinique en mai 2004.

Le réseau scientifique intervient dans ces activités et se renforce ². Le réseau fonctionne régulièrement via Internet et permet de garantir la rigueur scientifique des expertises réalisées par le CADTM.

Le réseau CADTM belge et international se renforce également. La mise en place de l'Observatoire international de la dette progresse.

2.3.a.5. Perspectives pour l'année 2005

- Le CADTM programme un appui méthodologique vers les organisations africaines qui sont de jeunes structures : en particulier le NAD (Nouvelles Alternatives de Développement) en RDC et le RNDD (Réseau National Dette et Développement) du Niger. Il avait été prévu au programme quinquennal de lancer une initiative pour l'Afrique centrale : nous respectons donc cet engagement dans la continuité de l'activité réalisée lors du PA 2004. Cet appui se prolonge maintenant au Congo Brazzaville.
- Le CADTM assure le suivi des résultats de l'année de travail effectué sur l'atelier Afrique de l'Ouest (échanges et concertations sur les travaux réalisés en vue d'une publication en 2005).
- Le CADTM poursuit un appui méthodologique auprès des associations d'Haïti (pour la Caraïbe), d'Amérique latine (en particulier au Venezuela, en Colombie, en Argentine et au Brésil) et en Asie (Inde).
- L'atelier régional arabe sur la dette aura lieu en 2005 (probablement à Beyrouth). Cet atelier attirera l'attention sur nos publications en arabe. Les résultats de l'atelier seront utilisés lors du Forum social méditerranéen qui devrait se tenir en juin 2005 à Barcelone (devront être pris en compte les risques liés à la crise au Proche Orient). L'aire d'influence du CADTM s'est élargie à la Syrie en 2004.
- Ces activités d'appui seront accompagnées de formations et de publications.
- Lancement officiel de l'Observatoire international de la dette
- Dialogue Sud/Nord : à la suite des réunions de Dakar et de Buenos Aires, le CADTM propose d'être l'organisation hôte de la prochaine réunion stratégique des campagnes « dette » (CADTM,

² Liste actualisée des membres du réseau scientifique (61 membres répartis sur 5 continents) : Belgique (11 membres) : Hugo Ruiz Diaz Balbuena (UCL), Corinne Gobin (ULB), Pierre Galand (ULB), Denis Horman (chercheur GRESEA), François Houtart (prof émérite UCL), Riccardo Petrella (UCL), Francine Mestrum (collaboratrice ULB et RUG Gent), Eric Toussaint (Université Liège), Arnaud Zacharie (Université Liège), Sébastien Dibling (Ecole de Commerce Solvay), Olivier Bonfond (économiste)

France (12) : Michel Husson (Administrateur IRES), Pierre Cours-Saliès (Université Paris 8), Gilbert Achcar (Université Paris 8), Janette Habel (Université Marne La Vallée), Monique Chemillier-Gendreau (Université Paris 7), Susan George (écrivain, vice-présidente ATTAC France), Catherine Samary (Université Paris Dauphine), Jean-Marie Haribey (Université Montesquieu de Bordeaux), Roland Pfefferkorn (Université Marc Bloch de Strasbourg), Nuri Albala (avocat au barreau de Paris), Eric Berr (Université Bordeaux IV), Jacques Bournay (INSEE), Damien Millet (Lycée d'Orléans)

Allemagne (1) : Michaël Schmitt (juriste)

Suisse (1) : Jean Ziegler (Université de Genève, Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'Alimentation ; prof émérite Université de Genève)

Espagne (2) : Jaime Pastor (Université d'Enseignement à Distance, Madrid), Adolfo Rodriguez Gil (Université Carlos III, Madrid)

Afrique (10) : Boubakar Diop (Sénégal, université de Dakar), Jean Peut Etre M'Pelé (Congo Brazzaville, inspecteur en philosophie), Fathi Chamki (Tunisie, université de Tunis), Issiaka Tembiné (Mali, université de Bamako), Sékou Diarra (Mali, Ingénieur vétérinaire), Binta Sarr (Sénégal, présidente APROFES, vice-présidente CONGAD), Mercia Andrews (Afrique du Sud, présidente Sangoco), Abdoulaye Sené (Sénégal, Secrétaire général adjoint UNSAS), Brian Ashley (Afrique du Sud, responsable de Alternative Information and Development Center), Amadou Diarra (prof de droit, Université de Bamako).

Amérique du Nord (2) : Susan Caldwell (Canada, co-directrice IIRF d'Amsterdam), James Cockroft (Etats-Unis, Université New York).

Asie-Pacifique (3) : Shalmali Gural (Inde, Focus on the Global South), Ajit Muricken (Inde, président de VIKAS), Nicola Bullard (Australie-Thaïlande, Focus on the Global South)

Amérique latine (14) : Joao Machado (Brésil, université PUC de Sao Paulo), Julio Gambina (Argentine, université de Buenos Aires), Carlos Marichal (Colegio de Mexico), Gregorio Vidal (Université Autonome Métropolitaine), John Saxe-Fernandez (UNAM), Miriam Nobre (Brésil, ong SOF), Sandra Quintela (Brésil, ong PACS), Daniel Liberos (Colombie, Université de Bogota et UNEB), Alberto Acosta (Equateur, universités de Guayaquil et de Cuenca), Adolfo Acevedo Vogl (Nicaragua, Université Centroaméricaine), Raul Pont (Brésil, université de Rio Grande do Sul, ex-maire de Porto Alegre), Alejandro Teitelbaum (juriste, Association Américaine des Juristes), Jorge Marchini (Université de Buenos Aires), Claudio Katz (Université de Buenos Aires).

Caraïbe (3) : Carlos Alzugaray (Cuba, Institut des Relations Internationales), Fernando Martinez Heredia (Cuba, Centre Martin Luther King), Camille Chalmers (Haïti, Université de Port au Prince).

Russie (2) : Alexandre Bouzgaline (Université de Moscou), Andrej Kolganov (Université de Moscou)

Jubilé Sud, Jubilé Allemagne, Jubilé USA et Canada, RCADE, SLUG de Norvège, etc.). Il s'agit d'une offre de service aux composantes du mouvement altermondialiste qui travaillent sur la dette. Cette activité pourra déboucher sur une soirée publique (Education au développement).

Résultats à atteindre par le PA 2005

- Renforcement programmatique des organisations partenaires en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Asie, en Amérique latine et dans la Caraïbe, et dans les pays arabes sur la question de la dette, des CSLP
- Renforcement de leur capacité d'intervention et d'interpellation politique

Activités prévues pour le PA 2005

Activité 1 : Suivi des ateliers : Atelier CSLP en Afrique de l'Ouest, Atelier de la dette odieuse en RDC, Atelier de la dette « Colombie, Venezuela, Equateur », Atelier de la Caraïbe. Le suivi consiste à diffuser les données enregistrées dans le réseau CADTM (Nord et Sud) et pour les organisations du mouvement altermondialiste (Nord et Sud), à réaliser des déplacements vers les partenaires pour la consolidation et la poursuite du travail.

Indicateurs : diffusion des documents de conclusions au sein du réseau CADTM et de ses partenaires (Nord et Sud) au sein des organisations d'Afrique de l'Ouest, contributions à l'Observatoire de la Dette ; échos médiatiques et politiques

Sources : document de conclusions, site web, échos dans nos publications, rapports des organisations participantes à l'atelier (revue de presse, documents internes des organisations impliquées, repérage des réactions politiques...)

Lieu et date : 2005 – tous les lieux d'intervention du réseau CADTM avec, pour ce qui est de l'Afrique, un moment privilégié en juin 2005 au Mali lors du 4^e "Sommet des Peuples " qui rassemble les mouvements sociaux de la région au moment du sommet du G8.

Activité 2 : Atelier régional arabe sur la dette. Etat des lieux de la dette du monde arabe, analyse de la spécificité des différents pays représentés, mise en contexte dans le cadre global du modèle de développement proposé par la Banque mondiale et le FMI, analyse de l'intervention des mouvements sociaux et du réseau CADTM en particulier. Renforcement des mouvements sociaux du monde arabe avec retombées pour le réseau CADTM et les mouvements sociaux belges et européens par le biais du Forum social méditerranéen.

Indicateurs : nombre et qualité des participants, nombre de pays et d'ONG représentées, qualité des ONG représentées ; évaluation des participants ; capacité à intervenir sur base des travaux à l'échéance de Barcelone (Forum social méditerranéen)

Sources : PV des réunions de l'atelier, questionnaires d'évaluation, compte-rendu du Forum méditerranéen

Lieu et date : Beyrouth - printemps 2005

Activité 3 : Dialogue Sud/Nord. Cette 3^{ème} rencontre du dialogue a pour objectif de renforcer les échanges des campagnes sur la dette et d'appliquer la méthodologie du Forum Social Mondial initiée dès 2004 pour la mise en œuvre de campagnes internationales communes. Le CADTM prend en charge l'organisation de cette rencontre (location des lieux de travail, hébergement, billets d'avion pour des membres du réseau CADTM...). *Remarque générale :* afin de comprimer les frais, dans la mesure du possible, on tentera de réaliser cette activité dans la foulée d'une réunion du réseau international du CADTM. Au niveau idéal, on réaliserait successivement en une semaine : une réunion du réseau international CADTM (3 jours), la réunion du dialogue Sud /Nord (2 jours).

Indicateurs : nombre d'associations représentées, nombre de pays représentés, textes de préparation, décision d'une campagne commune

Sources : comptes-rendus des réunions, diffusion des résultats de la rencontre dans les revues et sites web des différentes composantes

Lieu et date : mai 2005 en Belgique. Deux jours de réunion dont la date reste à déterminer.

Moyens prévus pour le PA 2005

Frais d'équipement : Néant

Fonctionnement :

Activité 1 : Suivi des ateliers : Atelier CSLP en Afrique de l'Ouest, Atelier de la dette odieuse en RDC, Atelier de la dette « Colombie, Venezuela, Equateur », Atelier de la Caraïbe. Divers déplacements (1 vers Afrique de l'Ouest, 1 vers Kinshasa, 1 vers Caracas, 1 vers Caraïbe): **4.054 euros** ; **Soutien au 4^e sommet des peuples au Mali (mai ou juin 2005) : 1.000 euros** ; **soutien au programme d'activité du NAD de RDC : 1.000 euros** . **Sous-total : 6.054 euros**

Activité 2 : Atelier régional arabe sur la dette. Un déplacement d'Europe vers le lieu de l'atelier régional arabe sur la dette (en principe Beyrouth) + séjour : **1.000 euros** ; deux déplacements de membres du réseau CADTM du Maroc et de Tunisie (un par pays) pour participer à l'atelier – subventionné à 50% par le CADTM Belgique-: **1.000 euros**; honoraires pour la traduction : **500 euros**. **Sous-total : 2.500 euros**.

Activité 3 : Dialogue Sud/Nord. Location de la salle et hébergement : **1.500 euros**

Déplacement : **1.000 euros** ; Interprètes : **500 euros**.

Sous-total : 3.000 euros.

Total fonctionnement : 11.554 euros.

Personnel : 1/4 ETP 12 mois (DC) : **11.000€**

2.3.a.6. Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2005 :

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		
2. Frais de fonctionnement	10.000	11.554,00
3. Frais de personnel	6.120	11.000,00
4. Autres		
Sous-total 1-4	16.120	22.554,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		1885,66
5.2. Evaluation		209,52
Sous-total 5	0	2095,18
Total	0	24.649,18

Autres sources financières : néant

HORS CADRAGE (= A réaliser s'il y a un supplément de financement dans le cadre du PA 2005) Activité 4.

Observatoire international de la dette. La mise en œuvre de cet observatoire a été lente car il s'agissait de réunir les conditions pour qu'il soit un instrument élaboré et géré par un maximum de campagnes internationales sur la dette, le CADTM étant une composante importante de cet ensemble. En 2005, cet observatoire sera lancé officiellement, fonctionnera et sera accessible via internet. Cela nécessitera un gros travail d'élaboration et un échange constant entre les associations et les experts parties prenantes pour alimenter l'Observatoire international de la dette.

Cette démarche stratégique est motivée notamment par la recommandation faite au CADTM par la Cellule programmes 2003-2007 : “ *Vu la complexité de la problématique de la dette et la taille réduite de l'ONG, la cellule insiste également sur la nécessité de renforcer les synergies et les alliances stratégiques avec d'autres ONG ou organisations travaillant sur ce thème. Les plans d'action devront démontrer clairement l'existence de ces liens stratégiques* ”. Cette recommandation avait été reprise telle quelle dans la lettre du Ministre annonçant son approbation du programme 2003-2007 du CADTM (lettre du 18/07/2002. Réf D31/AG). On verra avec l'activité 4 qu'elle répond également à cette recommandation.

Indicateurs : nombre de documents produits pour l'Observatoire international de la dette, régularité de la fréquence d'alimentation, nombre des visites sur le site internet.

Sources : le ou les sites web qui porteront cet observatoire

Lieu et date : 4^e trimestre 2005 à Bruxelles. La discussion avec le réseau catalan et l'ensemble du réseau international CADTM en octobre 2004 précisera la date.

Moyens prévus en supplément du cadrage PA 2005 :

Fonctionnement : Location de salle + hébergement : 2.000€; Interprètes (avec déplacements): 1.000€;

2 billets d'avion intercontinentaux : 2.000€;

Salaire : 2/12 ETP sur 12 mois (DC): 7.600 €

Coûts directs= 12.600€

Frais administratifs : 1170,49€(dont FA stricto sensu 1053,44€et Evaluation : 117,05€)

Total : CD + FA = 13.770,49€

Apport CADTM : 3442,62€

Subvention DGCD : 10.327,87€

C.2.3.b. Action "Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international) "

2.3.b.1. Objectif de l'action

Cette action de formation se place dans la seconde phase de notre cercle vertueux. Un plus grand nombre de responsables, de formateurs d'organisations, au Nord comme au Sud, peut renforcer la mobilisation citoyenne en vue d'imposer des alternatives pour un développement durable et pour le respect des droits fondamentaux.

2.3.b.2. Evolution par rapport à l'année 2003

Les demandes adressées aux CADTM Belgique par des membres du réseau international, par des parlements (il s'agit d'une innovation très importante qui a début au troisième trimestre 2003 quand le CADTM a été invité au Venezuela par le parlement latino américain), par des syndicats, par des pouvoirs organisateurs de l'enseignement ont fortement augmenté en 2003 et 2004.

2.3.b.3. Informations sur l'évolution de l'action

Cette action évolue vers un public-cible plus précis. Parallèlement aux activités de formation de type " large public ", le CADTM vise des cadres et des éléments-clé du mouvement altermondialiste, des parlementaires et du secteur enseignement. Il s'agit d'une formation plus poussée permettant à ces éléments-clé la restitution vers d'autres publics. L'activité est centrée sur les séminaires sans négliger pour autant la possibilité de formations ponctuelles selon les opportunités.

Evolution très importante : notons le nombre croissant de formations données à des parlementaires.

2.3.b.4. Etat de la situation du plan d'action 2004

En 2004, le CADTM suit le programme prévu et réalise l'action de formation vers son réseau, vers les ONG et mouvements sociaux du Nord et du Sud.

- La formation des cadres au Mali, au Sénégal, au Burkina Faso, au Niger, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Togo, au Bénin, en Mauritanie s'est réalisée par le biais de l'Atelier Afrique de l'Ouest sur les CSLP/DSRP (48 participants). Trois formations vers des parlementaires, des journalistes et des étudiants universitaires ont été réalisées au Mali en avril 2004. Une formation des cadres FNDP a été réalisée en Côte d'Ivoire en février 2004. Une formation de cadres d'ONG, de cadres institutionnels, de professeurs et d'étudiants universitaires a été réalisée à Kinshasa en avril 2004.

- Les formations de cadres en Belgique, en France et en Suisse ont lieu dans le contexte de la campagne " Abolir la dette pour libérer le développement ".

- Une formation résidentielle a été organisée pour des étudiants universitaires ainsi que des cadres d'ONG et de mouvements sociaux en Belgique et en France les 26 et 27 juin 2004 à Liège : « Le Développement, pour quoi faire ? Existe-t-il un droit au développement ? » (74 inscrits)

- Des formations ont été réalisées dans le cadre du Forum social mondial de janvier 2004. Elles sont programmées pour le Forum social des Amériques (Quito, juillet 2004) et pour le Forum social européen de Londres (octobre 2004).

- Collaboration régulière du CADTM avec la CTB pour assurer la formation des stagiaires des formations organisées par celle-ci. Un nouveau module de formation donné par le CADTM a été inscrit à la CTB : « Alternatives à la crise de la dette ».

- Le séminaire annuel Nord/Sud à l'IIRF d'Amsterdam est reporté d'un an en novembre 2005.

- En 2004, en plus de la formation aux parlementaires du Mali, nous avons réalisé plusieurs formations et/ou réunions de conseil pour les parlementaires et membres de gouvernements de plusieurs pays d'Amérique latine (Brésil- juin 2003 ; Argentine – septembre ; Venezuela – septembre 2003 et avril et juin 2004) notamment par des conférences au « Parlatino ». Cela se poursuivra en 2005.

2.3.b.5. Perspectives pour l'année 2005

Un renforcement du potentiel d'intervention de plusieurs responsables et formateurs d'ONG et de mouvements sociaux, au Nord et au Sud, de manière à approfondir l'impact dans la deuxième phase du cercle vertueux. Ce renforcement sur les thèmes spécifiques du CADTM opère vers les organisations elles-mêmes et vers le public qu'elles touchent.

Signalons la participation active de notre partenaire du Mali, Sekou Diarra, pour la formation des cadres dans le Nord (en Belgique particulièrement) au cours de l'année 2005.

Poursuivre voire accentuer un travail de conseil vers les parlementaires belges (via la commission « Mondialisation » et les parlementaires étrangers).

Résultats à atteindre par le PA 2005

La formation d'une centaine de responsables et formateurs du CADTM, d'ONG, de parlementaires et de mouvements sociaux partenaires (Nord et Sud) sur les thèmes spécifiques du CADTM : dette, ajustement structurel, pistes alternatives pour un financement du développement durable, argumentaire du droit international et actualisation des théories du développement. Le cadrage financier approuvé par le Ministre pour le PA 2005 constitue une limite très contraignante.

Activité prévue pour le PA 2005

Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums (FSE, FSdeB, Forums nationaux d'autres pays européens, Forums locaux) et de la mobilisation pour le sommet alternatif à celui du G8

Indicateurs : nombre et qualité des participants à la formation, réponses aux questionnaires d'évaluation

Sources : questionnaires d'évaluation

Lieu et date : à déterminer dans le processus interne des différents Forums.

Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF) : formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud qui dure 3 semaines

Indicateurs : nombre et qualité des participants ainsi que des intervenants, réponses aux questionnaires d'évaluation

Sources : questionnaires d'évaluation

Lieu et date : IIRF Amsterdam - novembre 2005

Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM afin de répondre à des demandes de formations spécialisées exprimées par des organisations membres du réseau ou d'autres organismes (par exemple : parlement, syndicat).

Moyens prévus pour le PA 2005

Frais d'équipement :

Fonctionnement :

Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums (FSE, FSdeB, Forums nationaux d'autres pays européens, Forums locaux) et de la mobilisation pour le sommet alternatif à celui du G8 frais de déplacement + séjour : 1.000 euros.

Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF) : formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud 2 billets d'avion de participants des PED délégués par les membres du réseau CADTM : 2.000 euros ;

intervention dans les frais de séjour à Amsterdam (300 euros par participant pour 2 semaines): **600 euros. Sous-total : 2.600Euros**

Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM afin de répondre à des demandes de formations spécialisées : 3 déplacements intercontinentaux + frais : 3.000 euros

Personnel : 2/12 ETP 12 mois (DC) : 7.450€

2.3.b.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2005 :

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.	1.500	
2. Frais de fonctionnement	5.000	6.600
3. Frais de personnel	14.280	7.450
4. Autres		
Sous-total 1-4	20.740	14.050
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		1.174,67
5.2. Evaluation		130,52
Sous-total 5	0	1305,19
Total	0	15.355,19

Autres sources financières : néant

HORS CADRAGE (= A réaliser si nous obtenons un supplément de financement dans le cadre du PA 2005) Offre de service Action 2 Activité 4.

Séminaire sur les théories du développement. Le défi que constitue le *Millenium Round* remet à l'ordre du jour l'adoption des stratégies adéquates pour garantir le développement humain. La question du mode de financement représente un élément clé, une condition *sine qua non*. Au cours du XXe siècle, en particulier dans la seconde moitié de celui-ci, de nombreuses théories de développement et sur le développement ont été élaborées, tant au Nord qu'au Sud de la planète. Il est vital que la génération actuelle de responsables de mouvements dans les PED et dans les pays les plus industrialisés se penche sur les débats et les leçons tirées de plus de cinquante ans d'expérimentation de différents modèles de développement. L'enjeu est de tirer des enseignements pour aujourd'hui et pour demain.

Le CADTM organisera un séminaire sur les théories du développement à destination des cadres et des responsables d'ONG et de mouvements citoyens engagés dans les actions de développement. Pour ce faire, le CADTM mettra en place une collaboration scientifique avec d'autres organismes : le CETRI (Belgique), le CRID (France) et des centres de recherche universitaire. Le séminaire devrait avoir lieu en septembre 2005. Durée : 3 à 4 jours. Lieu : Belgique ou IIRF à Amsterdam.

Suivi : publications dans les revues, réalisation d'un livre.

Indicateurs : nombre de documents produits dans la préparation du séminaire, nombre de communications réalisées, nombre de participants, écho médiatique.

Sources : liste des participants, liste des communications, échos dans la presse.

Lieu et date : 3^e trimestre 2005 en Belgique ou à Amsterdam à l'IIRF.

Moyens prévus en supplément du cadrage PA 2005 :

Fonctionnement : Location de salle + hébergement : 5.000€; Interprètes (avec déplacements): 1.000€; 3 billets d'avion intercontinentaux : 3.000€; Photocopies/documentation : 500,00€

Salaire : 1/12 ETP sur 12 mois (HR): 2.500 €

Coûts directs= 12.000€

Frais administratifs : 1.114,75€(dont FA stricto sensu 1023,28€et Evaluation : 111,48€)

Total : CD + FA = 13.114,75€

Apport CADTM : 3278,69€

Subvention DGCD : 9.836,07€

C.2.3.c. Action "Etudes, recherches et publications "

2.3.c.1. Objectif de l'action

Elaborer, suite à un travail d'analyse et d'échange en réseau, des outils pour le renforcement des capacités des publics-cibles sur les thèmes spécifiques du CADTM : documents de référence et publications afin de soutenir une formation continuée de personnes-ressources (participants aux ateliers, aux formations) ainsi que de leurs propres publics-cible par ricochet. Cette action vise donc à moyen terme la sensibilisation de l'opinion publique (troisième phase du cercle vertueux).

2.3.c.2. Evolution par rapport à l'année 2003

L'action se poursuit dans la continuité des deux précédents plans d'action.

2.3.c.3. Informations sur l'évolution de l'action

Le CADTM veillera particulièrement à fournir des documents de travail issus des différentes activités (contributions à l'observatoire international de la dette comme les différents ateliers de l'action d'éducation en développement, contributions et synthèses des différents séminaires de formation : séminaires sur le droit international, sur les théories du développement). Il s'agira de brochures et de textes communiqués par le site web. Dans certains cas, par exemple dans le domaine du droit, cet apport sera aménagé pour fournir des publications vers le large public (articulation avec l'Education au développement).

2.3.c.4. Etat de la situation du plan d'action en 2004

L'action se déroule comme prévu.

Les résultats des ateliers du continent africain sont en cours de rédaction. Ils feront l'objet d'un dossier spécial de la revue « Les Autres Voix de la Planète » en septembre 2004 (3^{ème} trimestre).

Les textes issus des séminaires de droit international sont sur le site web. La publication à ce sujet sera réalisée au 4^e trimestre 2004. La réalisation de ces documents s'accompagne d'un travail de recherche permanent.

La 3^e édition en français de " La Bourse ou la Vie " (dans une version entièrement revue, actualisée et augmentée) est parue sous le titre « La finance contre les peuples ». Sa diffusion est en cours.

2.3.c.5. Perspectives pour l'année 2005

Les perspectives s'inscrivent dans la poursuite d'une politique éditoriale et de mise à disposition de documents de référence pour les publics visés par l'action.

Résultats à atteindre par le PA 2005

Consolider le CADTM comme organisation-ressource au niveau belge et international sur les thèmes du programme stratégique.

Activité prévue pour le PA 2005

Activité 1 : dossier sur le thème de l'« Impact de la dette sur la condition féminine » à publier dans la revue « Les Autres Voix de la Planète ».

Indicateurs : nombre d'exemplaires, ventes, diffusion au sein du réseau CADTM et parmi les organisations partenaires participantes

Source : revue de presse, documents comptables, compte-rendu des organisations partenaires

Lieu et date : 2^{ème} ou 3^{ème} trimestre 2005

Activité 2 : dossier sur “ Le droit au développement ” : les grands débats de la seconde moitié du XXème siècle et leurs implications juridiques (Nouvel Ordre économique international, CEPAL, CNUCED, etc.) dans la revue « Les Autres Voix de la Planète ».

Indicateurs : nombre de publications, échos dans la presse et les revues spécialisées, nombre de ventes

Source: revue de presse, documents comptables

Lieu et date : 4^{ème} trimestre 2005

Moyens prévus pour le PA 2005

Frais d'équipement : néant

Fonctionnement :

Activité 1 et Activité 2 : néant (par manque de financement dans PA 2005)

Personnel : 1/12 ETP pendant 12 mois.

2.3.c.6. *Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2005 :*

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		
2. Frais de fonctionnement	900	
3. Frais de personnel	4.100	3.800
4. Autres		
Sous-total 1-4	5.000	3.800
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		317,70
5.2. Evaluation		35,30
Sous-total 5	0	353,01
Total	0	4.153,01

Autres sources financières : néant

C.2.3.d. Action "préparation des interpellations politiques"

2.3.d.1. Objectif de l'action

Les différentes actions précédentes culminent dans cette quatrième action (correspondant au quatrième volet du cercle vertueux) qui est de modifier, par la pression de la mobilisation citoyenne, le comportement des mandataires politiques (au niveau belge et international) pour atteindre la garantie universelle des droits fondamentaux et le développement durable.

2.3.d. 2. Evolution par rapport à l'année 2003

La pratique d'interpellation politique du CADTM évolue par le fait de plus en plus fréquent d'un travail de conseil auprès de parlementaires belges et étrangers, voire de membres de gouvernement. L'expertise du CADTM est également de plus en plus requise lors de grandes conférences avec le FMI et la Banque mondiale. Ceci demande la préparation et la mise à jour constante de nos dossiers d'interpellation.

2.3.d. 3. Informations sur l'évolution de l'action

La volonté d'interpellation politique du CADTM s'est coulée dans le nouveau moule que représente l'action des Forums sociaux, d'autant plus facilement que la synergie qui existait précédemment entre quelques ONG s'est poursuivie et a même été décuplée par l'arrivée en force d'une série d'autres acteurs sociaux. Cette évolution se révèle donc positive pour l'action et continue en 2005. Parallèlement, comme dit ci-dessus, l'expertise du CADTM est utilisée de manière plus pointue : nos dossiers d'interpellation ont été utilisés lors des débats et rencontres évoqués en point B.2.3.d.4. (action « Interpellations politiques » en Education au développement : état de la situation pour 2004)

2.3.d .4. Etat de la situation du plan d'action 2004

La stratégie d'interpellation au niveau belge pour le débat parlementaire sur le IFI's est mise en œuvre : réunions programmées avec les sénateur PS Pierre Galand, Philippe Mahoux, Jean-Jacques Viseur (CDH) et plusieurs membres de la commission « Mondialisation ». Des interpellations directes du FMI et de la Banque mondiale ont eu lieu à ce sujet (Mr Kieckens, FMI – novembre 2003 ; Mr Alzeta, BM – mai 2004). Eric Toussaint a été invité par la Banque mondiale à s'exprimer devant les participants de la conférence économique annuelle de la BM en Europe qui s'est tenu au Palais d'Egmont les 9 et 10 mai 2004 (les deux interventions d'Eric Toussaint sont consultables sur le site de la Banque mondiale). Le premier ministre Guy Verhofstadt, le Ministre de la Coopération, Marc Verwilghen, et le Ministre des Finances, Didier Reynders, ont participé à cette conférence. Les réunions de préparation pour les rencontres avec les représentants de la Belgique auprès des IFI's ont eu lieu mais le cabinet des Finances, une fois de plus, n'a pas convoqué la réunion de mars (avant la réunion de printemps des IFI's en avril 2004)

2.3.d.5. Perspectives pour l'année 2005

Renforcement de la stratégie d'interpellation (document de référence basé sur l'expérience de la France, travail de synergie pour la co-signature d'un appel, recherche d'un ou de plusieurs élus appuyant l'initiative, etc.) pour mettre en évidence l'urgence et la nécessité d'un débat parlementaire annuel et obligatoire sur les positions de la Belgique dans les IFI's afin de correspondre à la transparence, la démocratie, la "bonne gouvernance" prônées par les partis en Belgique.

Préparation des dossiers et réunions unitaires avec nos partenaires pour la reprise régulière des réunions d'interpellation au ministère des Finances et au secrétariat à la Coopération.

Résultats à atteindre par le PA 2005

- Décision politique et mise en œuvre du débat parlementaire annuel sur les positions de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale (le débat s'est ouvert en 2003 et 2004).
- Reprise régulière des réunions au ministère des Finances
- Prise en compte de nos arguments par des parlementaires rencontrés.

Activité prévue pour le PA 2005

Activité 1 : Renforcement de la stratégie pour la mise en œuvre d'un débat parlementaire annuel sur la position de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale

Indicateurs: réunions avec nos partenaires, avec des élus, mise à l'agenda de la Commission spéciale sur les problèmes de la mondialisation, échos dans la presse, rédaction d'un document de référence

Source: PV des réunions, revue de presse, relevé des interpellations à la Chambre et au Sénat, dépôt éventuel d'un projet de loi

Lieu et date : année 2005 - Belgique

Activité 2 : Elaboration des dossiers pour les réunions de préparation entre mouvements sociaux et pour les réunions officielles avec le ministère des Finances le secrétariat d'Etat à la Coopération et les représentants de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale (autant de dossiers que de rencontres avec les décideurs au cours de l'année). Ces dossiers sont mis à jour pour les réunions ponctuelles où le CADTM est invité à débattre.

Indicateurs : réunions préparatoires entre partenaires, réunions avec les décideurs politiques

Source : documents apportés par le CADTM, PV des réunions de préparation et des réunions avec les décideurs, rapports dans les publications, courriel et site web

Lieu et date : mars et septembre 2005 (soit avant les réunions de printemps et d'automne des IFI's)

Moyens prévus pour le PA 2005

Frais d'équipement :

Fonctionnement : néant (par manque de financement dans PA 2005)

Personnel : 1/12 ETP pendant 12 mois

2.3.d.6. Evolution financière

Budget indicatif pour le PA 2005 :

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.	1500	
2. Frais de fonctionnement		
3. Frais de personnel	4.100	3.800
4. Autres		
Sous-total 1-4	5.100	3.800
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		317,70
5.2. Evaluation		35,30
Sous-total 5	0	353,01
Total	0	4.153,01

Autres sources financières : néant

C.2.6. Données financières globales (Volet Offre de service PA 2005)

Aperçu financier global pour l'offre de service pour l'année 2005

Rubrique	Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Total
1. Frais d'équipement.					
2. Frais de fonctionnement	11.554,00	6.600			18.154,00
3. Frais de personnel	11.000,00	7.450	3.800	3.800	26.050,00
4. Autres					
Sous-total 1-4	22.554,00	14.050	3.800	3.800	44.204,00
5. Frais administratifs					
5.1. Frais administratifs au sens strict	1.885,66	1174,67	317,70	317,70	3.695,74
5.2. Evaluation	209,52	130,52	35,30	35,30	410,64
Sous-total 5	2095,18	1305,19	353,01	353,01	4106,38
Total	24.649,18	15.355,19	4.153,01	4.153,01	48.310,38
Apport ONG	6.162,29	3.838,80	1.038,25	1.038,25	12.077,58
Subside DGCI	18.486,89	11.516,39	3.114,75	3.114,75	36.232,80

Aperçu financier HORS CADRAGE pour l'offre de service pour l'année 2005

Rubrique	Action 1	Action 2	Action 3	...	Total
1. Frais d'équipement.					0
2. Frais de fonctionnement	5.000	9.500			14.500,00
3. Frais de personnel	7.600	2.500			10.100,00
4. Autres					0
Sous-total 1-4	12.600	12.000	0	0	24.600,00
5. Frais administratifs					
5.1. Frais administratifs au sens strict	1.053,44	1.023,28			2.076,72
5.2. Evaluation	117,05	111,48			218,53
Sous-total 5	1.170,49	1.114,76	0	0	2.285,25
Total	13.770,49	13.114,76	0	0	26.885,25
Apport ONG	3.442,62	3.278,69			6.721,31
Subside DGCI	10.327,87	9.836,07			20.163,94

CHRONOGRAMME PA 2004 CADTM

Etat de la situation du PA 2004

légende : gris foncé : préparation; noir : réalisation; gris clair : suivi

ACTIVITES	jan	fév	mar	avr	mai	juin	juil	aoû	sep	oct	nov	déc
EDUCATION												
activité a.1. Participation aux Forums	■	■		■		■	■		■	■	■	
activité a.2. Séminaire droit	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité a.3. Renforcement réseau CADTM	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité b.1. Formations	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité b.2. Outils de communication	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité b.3. Journée internat. CADTM	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité c.1. Articles, radio, TV	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité d.1. Interpellations politiques	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
OFFRE DE SERVICE												
activité a.1. Suivi atelier Afriq. Ouest	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité a.2. Atelier Afrique centrale	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité a.3. Atelier régional arabe	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité a.4. Atelier régional Amériq. Lat.	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité b.1. Formations aux ateliers	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité 2.b. Form. Camp. et Forums	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité b.3. Formation IIRF	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité c.1. Publicat. Atelier Afriq. Ouest	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
activité c.2. Publicat. Dette et droit	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité d.1. Stratégie débat parlement	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité d.2. Préparation interpellat. politiques	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
activité d.3. Préparation élect. européennes	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

CHRONOGRAMME PA 2005 CADTM

légende : gris foncé : préparation; noir : réalisation; gris clair : suivi

ACTIVITES	jan	fév	mar	avr	mai	juin	juil	aoû	sep	oct	nov	déc
EDUCATION AU DEVELOPPEMENT												
activité a.1. Participation aux Forums										?	?	
activité a.2. Séminaire droit												
activité a.3. Renforcement réseau CADTM												
activité b.1. Formations												
activité b.2. Outils de communication												
activité b.3. Sommet alternatif G8												
activité c.1. Articles, radio, TV												
activité d.1. Interpellations politiques												
OFFRE DE SERVICE												
activité a.1. Suivi ateliers												
activité a.2. Atelier régional arabe												
activité a.3. Dialogue Sud/Nord												
activité b.1. Formations de cadres										?	?	
activité b.2. Formation IIRF												
activité b.3. Déplacements d'experts CADTM												
activité c.1. Dossier dette et femmes												
activité c.2. Dossier Droit au développement												
activité d.1. Stratégie débat parlement												
activité d.2. Préparation interpellat. politiques												
CHRONOGRAMME HORS CADRAGE												
EDUCATION AU DEVELOPPEMENT												
activité b.4. Publication Droit au développement												
OFFRE DE SERVICE												
activité a.4. Observatoire international dette												
activité b.4. Séminaire Théories du dévelopt												